

METTRE EN ŒUVRE LES ENGAGEMENTS DE L'AGENDA 2030
POUR DES SOCIÉTÉS PACIFIQUES, JUSTES ET INCLUSIVES



LA FEUILLE DE ROUTE POUR DES SOCIÉTÉS PACIFIQUES, JUSTES ET INCLUSIVES

UN APPEL À L'ACTION POUR CHANGER NOTRE MONDE

Juillet 2019

LES PIONNIERS

||||| POUR DES SOCIÉTÉS PACIFIQUES, JUSTES ET INCLUSIVES



Ce travail est protégé par la licence Creative Commons Attribution 4.0 International License (CC BY 4.0) <https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>. Sous la licence Creative Commons Attribution, vous pouvez copier, distribuer, transmettre et adapter ce travail, y compris à des fins commerciales, à condition que la source soit citée et que toute modification apportée soit indiquée.

Veillez citer ce travail de la manière suivante:

Les Pionniers pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives, *la Feuille de route pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives - Un appel à l'action pour changer notre monde* (New York : Center on International Cooperation, 2019), disponible à l'adresse <https://www.sdg16.plus/>

« Le nouveau programme reconnaît la nécessité de construire des sociétés pacifiques, justes et inclusives qui offrent un accès égalitaire à la justice et qui sont fondées sur le respect des droits de l'homme (y compris le droit au développement), sur un état de droit efficace, sur une bonne gouvernance à tous les niveaux et sur des institutions transparentes, efficaces et responsables ».

Transformer notre monde: Le Programme de développement durable à l'horizon 2030

« La sécurité ne se produit pas toute seule: Elle est le résultat d'un consensus collectif et d'investissements publics ».

Nelson Mandela, 2005

Remerciements

Nous tenons à remercier les personnes et organisations suivantes pour contribution et leurs commentaires sur la feuille de route:

Les missions permanentes à New York et à Genève, et les gouvernements de tous les pays pionniers.

16+ Forum, Africa Plateforme, ATD Quart Monde, CBM International, Ligue pour le bien-être de l'enfance du Canada, Dialogue de la société civile sur la consolidation de la paix et la construction de l'État, Forum sur le gouvernement local du Commonwealth, Cordaid, Plate-forme de la société civile pour la consolidation de la paix et la construction de l'État (CSPPS), Département du Développement international Royaume-Uni, Département des affaires étrangères et du commerce du Gouvernement australien, Direction générale de la coopération au développement et de l'aide humanitaire de Belgique, G7 +, Centre pour le contrôle démocratique des forces armées (DCAF) Genève, Centre international de déminage humanitaire (GICHD) de Genève, Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ), Affaires internationales Canada, Institut mondial de dialogue, Partenariat mondial pour la prévention des conflits armés, Partenariat mondial pour mettre fin à la violence envers les enfants, Institut des diplômés Genève, ID4D et Banque mondiale, ideas42, Organisation internationale du Travail, Institut d'économie et de paix à La Haye, Institute for Inspiring Children's Futures at the University of Strathclyde à l'Université de Strathclyde, Fondation Juridique internationale, Institut de droit et de développement, Réseau national pour des communautés sûres, Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU sur la violence envers les enfants, Fondation Open Society, Organisation des États américains, Overseas Development Institute, Peace Direct, Plan International, Bureaux quaker auprès des Nations Unies, Restless Development, Saferworld, Saferworld, Réseau de justice fiscale, Terreform - Centre de recherche avancée en milieu urbain, Réseau Transparence, responsabilité et participation, Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, Programme des Nations Unies pour le développement, Fondation des Nations Unies, ONU Habitat, Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, UNICEF, UNICEF Royaume-Uni, Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix, ONU Femmes, USAID, Département d'État des États-Unis, Groupe de travail de l'Alliance pour la prévention de la violence, Water Aid, Wave Trust, Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies, Programme alimentaire mondial, groupe d'étude sur la violence et la santé de l'Université de Yale, professeur Arturo Cervantes Trejo, Yamina Djacta, Ronald Glossop, professeur Ed Maguire, Megan Roberts, Aviva Silburt.

Les Pionniers pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives ont reçu un soutien financier généreux du ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce, du ministère canadien des Affaires étrangères, du ministère néerlandais des Affaires étrangères, du ministère fédéral allemand des Affaires étrangères, du ministère norvégien des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement, de la Direction du développement et de la coopération suisse, du gouvernement suédois, de Charles Stewart Mott Foundation, de Open Society Foundations, de Together for Girls, du Ministère britannique du Développement international et du Fonds de partenariat de la Banque mondiale.



Page de contenu

Avant-Propos	5
Promouvoir des Sociétés Pacifiques, Justes et Inclusives	12
De ODD16 à ODD16+	14
Stratégies Transformatrices	18
Prévenir	21
Renouveler	22
Impliquer	23
Actions Catalytiques	24
Accroître la prévention de la violence à l'égard des femmes et des enfants et des groupes vulnérables	27
Construire des villes sûres, inclusives, et résilientes	28
Prévention ciblée pour les pays et les communautés qui sont les plus susceptibles d'être laissés pour compte	29
Améliorer la justice et augmenter l'autonomisation juridique	30
Engagement pour un gouvernement ouvert et réactif	31
Réduire la corruption et les flux financiers et d'armes illicites	32
L'identité juridique et l'enregistrement des naissances pour tous	33
Donner aux individus les moyens de devenir des acteurs du changement	34
Respecter les droits de l'homme et promouvoir l'égalité entre les sexes	35
Catalyseurs	36
Preuves et données	39
Économie	41
Apprendre et échanger	43
Communication, promotion et construction de mouvement	45
Action pour l'ODD16+	48
L'Action Nationale	50
Partenariats et Plates-formes	61
La Voie à Suivre	64
Références	69

Avant-Propos

L'Agenda 2030 définit une vision de **sociétés pacifiques, justes et inclusives, exemptes de peur et de violence**.

Cette vision est pleinement intégrée dans l'Agenda 2030. **Les ODD16+** comprennent 12 cibles des ODD16 et 24 cibles de sept autres objectifs qui mesurent directement des aspects de la paix, de la justice, et de l'inclusion.

Ces objectifs sont **universels** et tous les pays sont confrontés à des défis dans leur mise en œuvre, mais ils sont particulièrement importants pour atteindre les personnes, les pays et les communautés **qui risquent d'être laissés pour compte**.

Les quatre premières années de l'Agenda 2030 ont été marquées par d'importants progrès dans la réalisation des objectifs des SDG16+, mais leur pleine réalisation exige **une ambition accrue**.

Plus d'un demi-million de personnes meurent de **violence** chaque année. La moitié des enfants du monde et au moins un tiers des femmes sont victimes de violences. Le mariage d'enfants, les mutilations génitales féminines, l'esclavage moderne et d'autres abus demeurent monnaie courante. Les personnes vivant dans des pays touchés par un conflit sont confrontées à de multiples obstacles qui bloquent la voie vers une paix et un développement durables.

Plus de cinq milliards de personnes – les deux tiers de la population mondiale – **n'ont pas accès à la justice**. A tout moment, 1,5 milliard de personnes sont confrontées à des problèmes de justice qu'elles ne peuvent résoudre, tandis que plus d'un milliard de personnes n'ont pas d'identité légale.

La corruption et les flux financiers et d'armes illicites menacent les sociétés et les économies, sapant la démocratie et l'État de droit. Aucun pays ne peut bâtir une société juste sans faire davantage pour protéger **les droits de la personne et autonomiser les femmes et les filles**.

La mauvaise gouvernance est une menace pour la mise en œuvre de toutes les dimensions de l'Agenda 2030. Nous ne pouvons atteindre nos objectifs pour les personnes, la planète, la prospérité et la paix sans **institutions efficaces, responsables et transparentes**. Il faut également s'attaquer d'urgence à la montée **des inégalités** et aux niveaux élevés **d'exclusion** sociale, économique et politique.

Les Pionniers pour des Sociétés Pacifiques, Justes et Inclusives rassemble les États membres, les organisations internationales, les principaux partenariats et réseaux, la société civile et le secteur privé.

Grâce à cette feuille de route, nous nous efforçons **d'accélérer la mise en œuvre des objectifs des ODD16+**, sur la base des preuves qui démontrent comment une augmentation durable et mesurable de la paix, de la justice et de l'inclusion peut être réalisée.

Bâtir des sociétés pacifiques

L'ODD16.1 nous demande de « **réduire de manière significative toutes les formes de violence partout dans le monde** ».

L'Agenda 2030 reconnaît les besoins particuliers des pays touchés par des conflits et des pays sortant d'un conflit. Les efforts visant à maintenir la paix exigent une **vision positive de la prévention** qui soit prise en charge par les pays, centrée sur la population et qui donne la parole aux personnes et aux groupes marginalisés.

Cependant, plus de **80 pour cent des morts violentes surviennent en dehors des conflits**. Les faits démontrent qu'une réduction rapide de ces formes de violence est à portée de main, ce qui profite aux communautés qui font face à de multiples formes d'inégalité, d'exclusion et de discrimination.

Nous pouvons également **prévenir la violence à l'égard des femmes et des enfants**, en mettant en œuvre les politiques fondées sur des données probantes définies dans les cadres de RESPECT et INSPIRE.

Bâtir des sociétés justes

Le Groupe de travail des Pionniers sur la justice, présidé par les ministres argentins, néerlandais et sierra-léonais, ainsi que par les Anciens (the Elders), a défini une nouvelle vision qui place **les personnes au cœur des systèmes de justice, et au cœur du programme pour le développement durable**.

Son programme d'action permettra de passer de **la justice pour quelques-uns à la justice pour tous**, en aidant les personnes à résoudre leurs problèmes de justice, à prévenir les injustices et à créer des possibilités pour les personnes de participer pleinement dans la vie sociale et économique de leur pays.

Afin de bâtir des sociétés plus justes, il faut agir d'urgence pour **lutter contre la corruption**. Nous soutenons également l'accélération des mesures visant à garantir que chaque naissance soit enregistrée et que toutes les personnes, sans discrimination, aient accès à une **identité légale**.

Bâtir des sociétés inclusives

L'Agenda 2030 offre une occasion sans précédent de **mettre en place des institutions** qui répondent aux aspirations des populations pour un avenir plus durable.

Des institutions démocratiques et transparentes constituent la meilleure base pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives, avec des exemples de leadership et d'engagement dans un nombre croissant de pays. **Les initiatives de transparence gouvernementale** contribuent à renforcer les relations entre les états et les citoyens et la légitimité des institutions publiques.

Nous appelons à l'inclusion des **parties prenantes infranationales** dans tous les efforts visant à faire progresser l'Agenda 2030, et nous soutenons les **institutions indépendantes** qui interpellent les gouvernements.

Nous croyons que l'inclusion **sociale, économique et politique** est la clé d'une société plus pacifique. Nous exhortons tous les pays à respecter les droits de l'homme de tous et à promouvoir, à appliquer **des lois et des politiques non discriminatoires** en faveur du développement durable, et à protéger **l'espace de la société civile**.

Nous nous engageons à **éliminer la discrimination juridique et de fait à l'égard** des femmes, à les inclure dans le processus décisionnel et à leur donner les **moyens d'agir** sur le plan économique et en tant que titulaires de droits.

Les partenariats pour les ODD16+

Pour réaliser les ODD16+, nous exigeons des **partenariats renforcés** pour la paix, la justice et l'inclusion.

Alors que nous entrons dans une nouvelle décennie, les Pionniers continueront d'offrir une plate-forme d'action ambitieuse pour la réalisation des objectifs des ODD. Nous travaillerons en étroite collaboration avec **L'Alliance mondiale pour la communication des progrès réalisés dans la promotion de sociétés pacifiques, justes et inclusives** et avec le **16+ Forum**, qui réunit des partenaires de tous les secteurs pour présenter les succès obtenus.

Lors du premier Sommet sur les objectifs de développement durable en 2019, les chefs d'État et de gouvernement sont invités à **mobiliser d'autres actions pour accélérer la mise en œuvre**. Nous profiterons de ce sommet pour redoubler d'efforts en vue de bâtir des sociétés pacifiques, justes et inclusives.

Nous commencerons ensuite à travailler en vue du deuxième Sommet sur les objectifs de développement durable en 2023, date à laquelle les Pionniers s'engagent à apporter **des changements mesurables** par rapport aux objectifs de développement durable.

au nom des Etats membres de la Les Pionniers pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives

Afghanistan, Allemagne, Argentine, Brésil, Canada, République centrafricaine, Colombie, République de Corée, Ethiopie, Géorgie, Ghana, Guatemala, Indonésie, Jordanie, Libéria, Liechtenstein, Mexique, Norvège, Pays Bas, Qatar, Royaume-Uni, Rwanda, Sierra Leone, Somalie, Sri Lanka, Suède, Suisse, République Tchèque, Timor-Leste, Tunisie, et Uruguay

Les Pionniers pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives

- Un groupe en expansion d'**États membres** et de **partenaires de tous les secteurs**
- Ouvert aux pays et aux parties prenantes désireux de **s'engager dans l'action**
- Déterminé à apporter des **changements réels** pour les femmes, les enfants et les hommes

Une feuille de route pour un domaine d'importance cruciale pour l'Agenda 2030

- Couvre toutes les **cibles** de développement durable pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives (ODD16+).
- Fait le lien entre les dimensions **économiques, sociales et environnementales** de l'Agenda 2030.
- Reconnaît que chaque pays a ses propres priorités, mais que tous les pays peuvent **jouer un rôle clé**.

Pertinente pour tous les pays et parties prenantes

- Reflète l'**universalité** des objectifs de développement durable
- Souligne les besoins particuliers des populations et des pays qui sont les plus **vulnérables** et les **plus marginalisés**
- A un rôle de **station d'accueil**, en réunissant les partenaires autour d'une vision partagée pour la mise en œuvre

Se concentre sur les solutions et les résultats

- Met en évidence les chances d'accélérer ce qui fonctionne et de démontrer les **premiers résultats**
- Identifie les domaines dans lesquels les **investissements à plus long terme** produiront des dividendes dans les années 2020'
- Vise à apporter des **changements mesurables** d'ici au deuxième Sommet sur les objectifs de développement durable, en 2023.

Trois éléments principaux

- Des **stratégies de transformation** qui servent de base pour l'action intégrée et pour les partenariats.
- Des **actions catalytiques** pour accélérer les progrès vers des sociétés pacifiques, justes et inclusives
- Des **catalyseurs** qui renforcent les bases pour une mise en œuvre ambitieuse



Nous sommes déterminés à favoriser des sociétés pacifiques, justes et inclusives, exemptes de peur et de violence.

Objectifs



Sociétés
pacifiques



Sociétés
justes



Sociétés
inclusives

Stratégies transformatrices



Prévenir

Investir dans la prévention afin que toutes les sociétés et populations puissent atteindre leur plein potentiel.



Renouveler

Transformer les institutions afin qu'elles puissent répondre aux aspirations pour un avenir plus prospère, inclusif et durable.



Impliquer

Inclure et autonomiser les populations afin qu'elles puissent atteindre leur potentiel et travailler pour un avenir meilleur.

Actions catalytiques

1

Accroître la prévention de la violence à l'égard des femmes et des enfants, et des groupes vulnérables

2

Construire des villes sûres, inclusives, et résilientes

3

Prévention ciblée pour les pays et les communautés qui sont les plus susceptibles d'être laissés pour compte

4

Améliorer la justice et augmenter l'autonomisation juridique

5

Engagement pour un gouvernement ouvert et réactif

6

Diminuer la corruption et les flux financiers et d'armes illicites

7

L'identité juridique et l'enregistrement des naissances pour tous

8

Donner aux individus les moyens de devenir des acteurs du changement

9

Respecter les droits de l'homme et promouvoir l'égalité entre les sexes

Catalyseurs

1 1 0 0
1 0 1 0
0 1 0 1

Preuves et données



Économie



Apprendre et échanger



Communication, promotion et construction d'un mouvement

Les Pionniers pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives

États membres


 Afghanistan

 Allemagne

 Argentine


 Brésil


 Canada

 République centrafricaine

 Colombie

 République de Corée

 Ethiopie

 Géorgie

 Ghana

 Guatemala


 Indonésie

 Jordanie

 Libéria


 Liechtenstein

 Mexique

 Norvège


 Pays Bas


 Qatar

 Royaume-Uni

 Rwanda


 Sierra Leone

 Somalie

 Sri Lanka


 Suède

 Suisse

 République Tchèque

 Timor-Leste

 Tunisie

 Uruguay

Organisations internationales qui soutiennent les Pionniers pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives

Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, Programme des Nations Unies pour le développement, Pacte mondial de l'ONU, UNICEF, ONU Habitat, Office des Nations Unies à Genève, Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, ONU Femmes, Banque mondiale.

16+ Forum, Alliance 8.7, g7+, Geneva Peacebuilding Platform, Alliance mondiale pour rendre compte des progrès réalisés dans la promotion de sociétés pacifiques, justes et inclusives, Partenariat mondial pour la prévention des conflits armés, Partenariat mondial pour mettre fin à la violence envers les enfants, Namati, le Partenariat pour le gouvernement ouvert, le Réseau Transparence, Responsabilité et participation (TAP).

Les partenaires du grand défi de la justice

Bingham Centre on the Rule of Law, Cordaid, Les Anciens, Hague Institute for Innovation of Law, The International Center for Transitional Justice, International Development Law Organization, International Development Research Centre, International Legal Assistance Consortium, the Justice for All Campaign, Knowledge Platform Security & Rule of Law, Microjustice4All, Charles Stewart Mott Foundation, Namati, Overseas Development Institute, Organisation de coopération et de développement économiques, Open Government Partnership, Open Society Justice Initiative, University of South Carolina Rule of Law Collaborative, White & Case LLP, World Justice Project.

Les partenaires du grand défi de l'inégalité et de l'exclusion

CIVICUS, Confédération syndicale internationale, Georgetown Institute for Women Peace and Security, Global Centre for Pluralism, Inuka Foundation, Jasmine Foundation, New School for Social Research, Open Society Foundations, Organisation pour la coopération et le développement économique, Oxfam America, Programme des Nations unies pour le développement (ONU), Banque mondiale.

Les Pionniers sont facilité par le Centre universitaire de New York sur la coopération internationale



Promouvoir des Sociétés Pacifiques, Justes et Inclusives

Dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (l'Agenda 2030), les leaders mondiaux ont exprimé leur détermination à « favoriser des sociétés pacifiques, justes et inclusives, **exemptes de peur et de violence**. »

Ils ont fixé des objectifs ambitieux pour réduire la **violence** dans tous les pays, pour assurer l'accès à la **justice** pour tous et pour créer des **institutions** efficaces, transparentes et inclusives.

Les **Pathfinders for Peaceful, Just and Inclusive Societies** (« Les Pionniers pour des Sociétés Pacifiques, Justes et Inclusives ») sont un groupe d'États membres de l'ONU, d'organisations internationales, de partenariats internationaux, de la société civile, du secteur privé et d'autres parties prenantes.

Il a été fondé pour construire les **fondements intellectuels et les alliances** qui permettront d'atteindre les objectifs de développement durable pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives.

La feuille de route pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives a été lancée en 2017 et révisée pour le **Forum politique de haut niveau** et le **Sommet sur le développement** en 2019. Elle couvre toutes les cibles de développement durable pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives (**ODD16+**).

La feuille de route aidera à la réalisation des ambitions **sociales, économiques et environnementales** de l'Agenda 2030, tout en reconnaissant la contribution que le **développement durable** apporte à la paix, à la justice et à l'inclusion.

La feuille de route indique un voyage collectif et fournit un guide aux décideurs, aux **financeurs** et aux **militants**.

Tous les pays sont invités à devenir des pionniers, en utilisant la feuille de route pour renforcer leur mise en œuvre des ODD16+ et pour partager leur **leadership** et leurs **expériences** dans la construction de sociétés pacifiques, justes et inclusives.



De ODD16 à ODD16+

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 appelle à :

« *Construire des sociétés pacifiques, justes et inclusives qui offrent un accès égalitaire à la justice et qui sont fondées sur le respect des droits de l'homme (y compris le droit au développement), sur un état de droit efficace, sur une bonne gouvernance à tous les niveaux et sur des institutions transparentes, efficaces et responsables* ».

L'Agenda s'engage à lutter contre les inégalités, la corruption, la mauvaise gouvernance, les flux financiers et d'armes illicites et les autres facteurs qui sont sources de violence et d'insécurité.

L'objectif de développement durable 16 est de « *favoriser l'avènement de sociétés pacifiques, justes et inclusives, libérées de la peur et la violence* ».

Mais les ODD16 ne doivent pas être considéré isolément. Il est étroitement lié à d'autres objectifs, conformément à l'aspect intégré de l'Agenda 2030.

Au total, 36 cibles mesurent directement un aspect de la paix, de l'inclusion ou de l'accès à la justice, dont un tiers seulement fait partie des ODD16.

Nous appelons ces cibles ODD16+.

Les cibles ODD16+ sont fortement liés à tous les objectifs de développement durable.

Comme le reconnaît l'Agenda 2030, il ne peut y avoir de développement durable sans paix ni de paix sans développement durable.

Sans paix, justice et inclusion, aucun des ODD ne peut être entièrement mis en œuvre.

La violence et l'injustice détruisent des vies et marginalisent inévitablement des personnes et des communautés. Les schémas d'exclusion et les griefs qu'ils nourrissent nuisent aux sociétés et peuvent mener à l'insécurité et à la violence.

Des institutions faibles et une mauvaise gouvernance font que les sociétés ne parviennent pas à atteindre leur plein potentiel de développement.

Mais le progrès social, économique et environnemental joue un rôle tout aussi important dans la création des conditions pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives.

La croissance économique inclusive et le développement social réduisent les risques de violence et de conflit, et encouragent les sociétés à travailler ensemble pour un avenir meilleur.

La durabilité et la résilience environnementale sont aussi essentielles pour construire des sociétés pacifiques, justes et inclusives.

Les cibles ODD16 + pour les sociétés pacifiques, justes et inclusives

Les ODD16 n'ont pas été conçus pour être isolés des autres objectifs. Les cibles ODD16+ :

- Démonstrent comment la paix, la justice et l'inclusion sont **intégrées** à l'Agenda 2030.
- Renforcent les arguments en faveur de **l'universalité**, en encourageant tous les pays à tenir pleinement compte des liens complexes entre le développement durable et la paix.
- S'attaquent aux facteurs qui systématisent les **inégalités** entre les pays et à l'intérieur des pays, sachant que les populations vulnérables et marginalisées sont les plus exposées aux risques de violence, d'injustice et d'exclusion.
- Placent la question du **droit des femmes** et des **droits humains** au cœur des efforts pour construire des sociétés pacifiques, justes et inclusives, fondées sur la Déclaration universelle des droits de l'homme et les autres traités internationaux relatifs aux droits de l'homme.
- Soulignent la nécessité d'une **coopération internationale** pour la réalisation des 40 pour cent des cibles ODD16+ qui ont une dimension mondiale ou régionale.
- Inspirent des **partenariats** qui rassemblent ceux qui travaillent dans tous les secteurs et qui permettent la mise en œuvre des 17 objectifs de développement durable.

L'engagement de l'Agenda 2030 pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives est lié à l'engagement envers des établissements humains inclusifs, sûrs et résilients du **Nouveau Programme urbain** et se concentre sur la prévention et la résilience du **Cadre de Sendai pour la diminution des risques de catastrophes**. Le **Programme d'action d'Addis Abeba** offre un cadre international pour financer le développement durable.

L'Agenda 2030, tout en étant de nature universelle, reconnaît que les pays les plus vulnérables, y compris les pays touchés par les conflits, font face à des défis spécifiques. Les ODD16+ contribuent à la réalisation de tous les objectifs de développement durable et au **maintien de la paix** et à la consolidation de la paix dans ces pays.



Au cours des quatre premières années de l'Agenda 2030, de nombreux pays ont fait des progrès significatifs dans les domaines de la paix, de la justice et de l'inclusion, mais selon les tendances actuelles, les cibles ODD16+ ne peuvent pas être atteintes.

Les Pionniers pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives ont élaboré une feuille de route pour relever ce défi.

La feuille de route se concentre sur ce qui peut être fait, avant le deuxième sommet sur les objectifs de développement durable en 2023, pour rehausser le niveau d'ambition et accélérer la mise en œuvre.

La feuille de route informera sur les stratégies nationales et locales de développement durable, tout en aidant les acteurs régionaux et internationaux à travailler ensemble pour la paix, la justice et l'inclusion.

La feuille de route est pertinente pour tous les pays ; elle reflète l'universalité de l'Agenda 2030. Chaque pays est confronté à des défis dans la mise en œuvre des cibles ODD16+, mais peut apporter sa contribution en partageant ses connaissances, ses expériences et ses bonnes pratiques.

Elle met l'accent sur les populations et les pays vulnérables, en particulier ceux qui courent le plus grand risque d'être marginalisés en raison de la violence et de l'insécurité, de l'injustice et de l'exclusion et de la mauvaise gouvernance.

L'Agenda 2030 identifie la menace pour le développement que représentent les conflits, l'extrémisme violent, les catastrophes humanitaires et le déplacement forcé de personnes.

La feuille de route souligne donc l'importance de répondre aux besoins des personnes qui vivent dans des zones touchées par les plus hauts niveaux de violence ou par des urgences et des crises complexes.

La feuille de route n'est pas une recette. Chaque pays a son propre contexte et ses propres priorités, et un nombre croissant de pionniers explorent de nouveaux modèles, approches et outils pour construire des sociétés pacifiques, justes et inclusives.

La feuille de route n'est pas non plus gravée dans le marbre. Les Pionniers travailleront ensemble à sa mise à jour et révision, afin d'en faire un « document vivant » qui guide le mouvement croissant pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives.

La feuille de route sert de « station d'accueil », réunissant les partenaires autour d'une vision commune, et chaque partenaire aura pour tâche d'accroître son engagement dans la mise en œuvre.

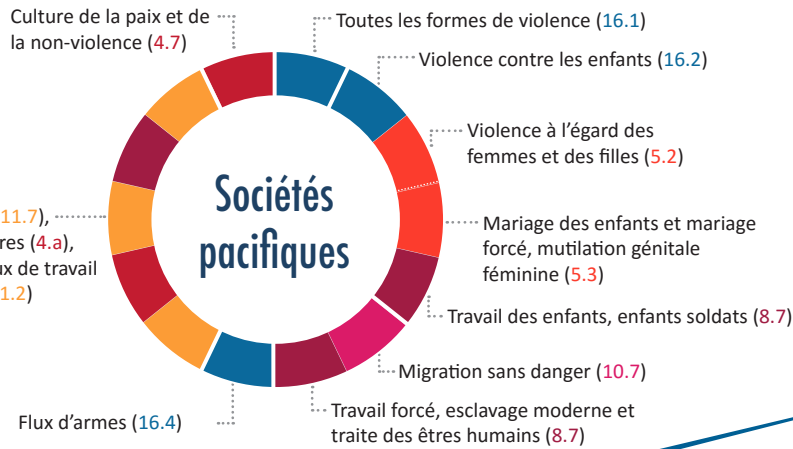
Elle est destinée aux:

- **Décideurs** à tous les niveaux et de tous les secteurs qui sont responsables de la mise en œuvre des cibles ODD16+.
- **Organisations internationales et régionales et partenariats multipartites** qui soutiennent la réalisation d'un ou plusieurs éléments de la feuille de route.
- **Réseaux et organisations de la société civile**, à la fois en tant que promoteurs et étant donné le rôle important qu'ils jouent dans la mise en œuvre directe.
- **Chefs d'entreprise**, compte tenu de l'importance de ODD16+ pour leur domaine d'activité, et du rôle qu'ils peuvent jouer dans la lutte contre la violence et les abus et dans la lutte contre la corruption et contre l'exclusion.
- **Partenariats et réseaux de recherche**, afin de s'assurer que des preuves sont générées pour répondre aux besoins futurs des décideurs.
- **Financeurs**, en particulier ceux qui sont prêts à investir dans l'innovation ou qui s'engagent à élaborer des approches plus stratégiques en matière de paix, de justice et d'inclusion.

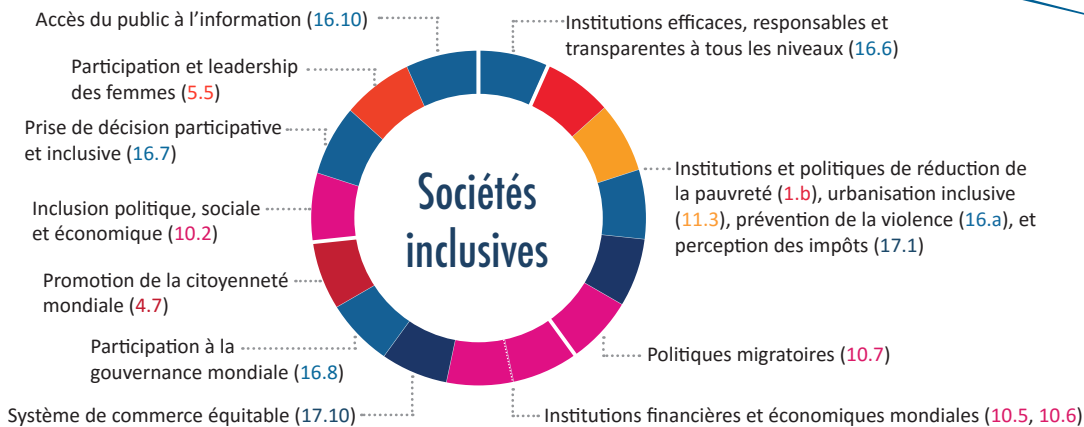
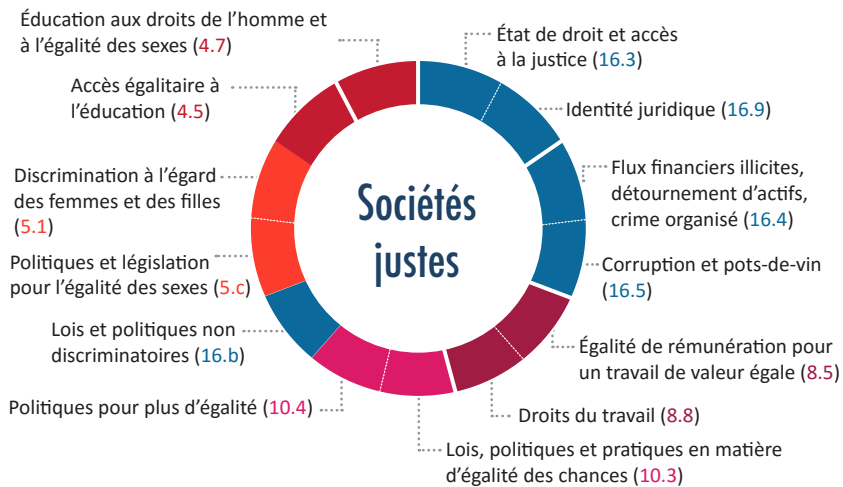
Au cours des prochaines années, les Pionniers pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives continueront de travailler avec tous ceux qui s'attèlent à la mise en œuvre partout dans le monde.

Tous les états membres ainsi que les autres partenaires sont invités à devenir des pionniers en partageant leurs expériences et en apprenant avec les autres.

En travaillant ensemble en groupe, les Pionniers démontreront comment transformer l'ambition des cibles ODD16+ en réalité.



Nous sommes déterminés à promouvoir des sociétés pacifiques, justes et inclusives, exemptes de peur et de violence.



ODD16+ en tant que catalyseur pour faire avancer le développement



Réduire la violence et l'insécurité pour :

- Mettre fin à la pauvreté et à l'inégalité entre les sexes
- Supprimer les obstacles à la santé, à l'éducation, à la prestation de services, et à la croissance économique
- S'attaquer aux crimes environnementaux



Promouvoir les droits, la justice et l'état de droit pour :

- Répartir la prospérité et les richesses
- Atteindre les plus vulnérables et les plus marginalisés
- Augmenter la productivité et l'investissement



Bonne gouvernance et inclusion pour :

- Atteindre tous les objectifs de développement durable
- Renforcer la coopération et surmonter les défis partagés
- Augmenter la capacité de recouvrement des impôts et des recettes

« Il ne peut y avoir de développement durable sans paix ni de paix sans développement durable »

La paix, la justice et l'inclusion créent les bonnes conditions pour le développement durable

Le développement durable contribue à la paix, à la justice et à l'inclusion

Facteurs d'autres ODD qui réduisent les risques et augmentent la résilience

- Réduction de la pauvreté, protection sociale et résilience
- Développement des jeunes enfants, éducation et aptitudes pour la vie de tous les jours
- Accès équitable à la santé, à l'éducation et aux services publics
- Égalité entre les sexes et autonomisation
- Prévention de l'abus d'alcool et de drogues



- Croissance économique inclusive et réduction des inégalités (y compris entre les groupes)
- Opportunités et compétences pour l'emploi, en particulier pour les jeunes
- Accès équitable aux ressources économiques, aux services financiers, aux marchés, à l'énergie et à l'eau
- Urbanisation et infrastructures résilientes



- Résilience climatique et réduction des risques de catastrophe



17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS



- Mobilisation des ressources et renforcement des capacités
- Collaboration multipartite



Stratégies Transformatrices

Les cibles pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives sont **fortement connectées entre elles** et avec les autres SDG. La feuille de route pour les sociétés pacifiques, justes et inclusives énonce les **stratégies transversales** qui servent de base pour l'action et les partenariats.

À une époque de crise croissante et de niveaux de violence inacceptables, un **nouvel engagement dans la prévention** fournira une plate-forme qui permettra aux sociétés et aux citoyens de vivre en paix et de prospérer.

Les institutions doivent être reconfigurées afin de relever les défis les plus importants pour les populations. Un **renouvellement institutionnel** sera à la base des objectifs pour les populations, la planète, la prospérité et la paix.

De nombreuses personnes se sentent exclues de leur société et de la mondialisation. Une **plus grande intégration** et une meilleure **autonomisation** vont permettre à un plus grand nombre de personnes de travailler ensemble pour un monde meilleur.

Les stratégies **se renforcent** mutuellement. En investissant dans la prévention, en transformant les institutions, en incluant et en autonomisant, nous pouvons faire des **progrès soutenus** vers toutes les cibles pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives, tout en atteignant les populations les plus pauvres, les plus vulnérables et les plus marginalisées.

Stratégies Transformatrices



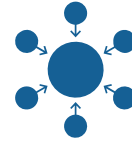
Prévenir

Investir dans la prévention afin que toutes les sociétés et populations puissent atteindre leur plein potentiel.



Renouveler

Transformer les institutions afin qu'elles puissent répondre aux aspirations pour un avenir plus prospère, inclusif et durable.



Impliquer

Inclure et autonomiser les populations afin qu'elles puissent atteindre leur potentiel et travailler pour un avenir meilleur.

Tous les pays doivent réduire la violence et résoudre les conflits de manière pacifique, tout en favorisant activement l'inclusion et en réduisant la polarisation et la méfiance

Des stratégies de prévention intensives et ciblées sont nécessaires quand les risques de violence et d'insécurité augmentent

Même en cas de crise, la prévention doit être une priorité, pour empêcher la situation de s'aggraver et construire des bases pour le développement durable

Le virage vers un chemin plus durable et résilient exige des institutions capables d'accélérer les progrès vers le développement durable

La bonne gouvernance ne doit pas être considérée isolément, mais doit être instaurée dans tous les secteurs et parties de la société

Des approches souples sont nécessaires pour identifier et résoudre les problèmes qui affectent le plus les populations, et pour atteindre les plus marginalisés

L'inclusion sociale, économique et politique est la clé pour favoriser des sociétés pacifiques et pour répondre aux besoins des plus vulnérables

L'inclusion est nécessaire pour la mise en œuvre de toutes les parties du Programme 2030, en défiant tous les secteurs de travailler de manière plus participative et transparente

Les femmes, les enfants, les jeunes et les groupes exclus doivent être autonomisés afin de pouvoir atteindre leur potentiel en tant qu'acteurs actifs de changement

Prévenir

Investir dans la prévention afin que toutes les sociétés et populations puissent atteindre leur plein potentiel.

La violence est une menace pour toutes les sociétés. Elle tue un demi-million de personnes chaque année et en blesse beaucoup plus.

Son impact dure souvent toute la vie. Les survivants de la violence courent un plus grand risque de suicide et de maladie mentale. Ils ont plus de difficultés pour apprendre à l'école, pour établir des relations et pour trouver un emploi productif.

Au niveau national, l'insécurité nuit à la prospérité, détruit les infrastructures et nuit aux services publics en les privant d'investissement. Les communautés les plus défavorisées sont les plus touchées, la violence accentuant la pauvreté et les inégalités.

Pour construire des sociétés pacifiques, justes et inclusives, nous devons prévenir toutes les formes de violence - dans l'environnement domestique, dans la communauté ou dans la société dans son ensemble.

La prévention est urgente dans les pays confrontés aux risques les plus élevés, où elle contribue à une paix durable et constitue les bases du développement durable.

Mais une prévention efficace ne doit pas se contenter d'éviter les dommages. La violence est un symptôme lié à des échecs dans la façon de traiter les griefs au sein d'une société, de résoudre les conflits de manière pacifique ou de respecter les droits des femmes, des enfants et des groupes vulnérables.

Elle reflète aussi l'incapacité des institutions à garantir un accès plus équitable aux opportunités, aux ressources et au pouvoir, et à identifier et à réagir aux risques susceptibles de provoquer une crise ou une instabilité.

Tous les pays doivent réduire la violence et gérer les conflits de manière pacifique, tout en favorisant activement l'inclusion et en réduisant la polarisation et la méfiance.

Une prévention ciblée est nécessaire lorsque les griefs et l'exclusion augmentent le risque de violence et d'insécurité, et lorsqu'une population est exposée à des cycles répétés de violence.

Même pendant la réponse à une crise, la prévention doit rester une priorité, pour empêcher la situation de s'aggraver et pour construire des bases pour la récupération.

Une prévention efficace :

- Rassembler les partenaires politiques, de développement et de sécurité pour identifier les risques et les aborder le plus tôt possible.
- Visera directement les pires formes de violence, en augmentant la sécurité pour les communautés et les personnes les plus touchées.
- Renforcera les institutions de justice et de sécurité afin que les conflits soient gérés de manière pacifique.
- Augmentera l'inclusion et répondra aux griefs qui compromettent la sécurité.
- Protègera les droits de l'homme, soutiendra l'égalité entre les sexes et promouvra une culture de la paix et de la non-violence.

560,000

vies sont anéanties par la violence chaque année, et de nombreuses personnes souffrent de graves dommages physiques et psychologiques.

10 pour cent

de la population mondiale vit dans des pays qui regroupent la moitié de tous ces décès.

9 pour cent

Augmentation de 9 pour cent des décès violents d'ici 2030 dans le cadre d'un scénario de « statu quo »

70,8 millions

de personnes ont fui leur logement en raison de conflits et de catastrophes.

74 millions

de personnes actuellement confrontées à une insécurité alimentaire aiguë dans une crise humanitaire provoquée par le conflit et l'insécurité.

14,3 billions

de dollars de coûts estimés des conflits, auxquels il faut ajouter les pertes importantes dues à la violence criminelle et interpersonnelle

Renouveler

Transformer les institutions afin qu'elles puissent répondre aux aspirations pour un avenir plus prospère, inclusif et durable.

Le Programme 2030 est un plan d'action pour transformer notre monde, mais ses objectifs ne se concrétiseront que si nous construisons des institutions capables d'accélérer les progrès vers le développement durable.

Tous les pays sont confrontés à des défis sociaux, économiques et environnementaux qui nécessitent des solutions nouvelles et innovantes.

Les pays ont convenu de mettre fin à la pauvreté et de réduire les inégalités, tout en investissant dans la santé, l'éducation et des services publics de qualité qui permettent aux populations de réaliser leur potentiel.

Ils se sont engagés à construire des bases économiques solides, à faire en sorte que la prospérité soit largement partagée et à répondre aux exigences des marchés et des technologies en évolution rapide.

Ils doivent également transférer leurs économies vers des modes durables de consommation et de production, tout en augmentant la résilience face au changement climatique et aux autres chocs et catastrophes.

Ils doivent également mobiliser les trillions de dollars de ressources qui seront nécessaires pour assurer un avenir plus durable.

Il s'agit de défis de gouvernance. Ils nécessitent une transformation institutionnelle d'une ampleur et d'une ambition qui sont à la hauteur des objectifs eux-mêmes. L'incapacité à renforcer la gouvernance, quant à elle, alimentera les griefs, la violence et les conflits.

Des approches souples sont nécessaires pour identifier et résoudre les problèmes qui affectent le plus les populations, en créant un espace pour expérimenter et tirer des leçons rapidement des succès et des échecs.

Une transformation institutionnelle:

- Construir les capacités aux niveaux infranational, national, régional et mondial pour identifier et résoudre les problèmes qui affectent le plus les populations.
- Stimuler l'innovation et les capacités pour relever les défis nouveaux et émergents tout en créant des plateformes pour une politique et une prise de décision plus participatives, et pour obtenir des retours et tirer des enseignements.
- Augmenter le potentiel pour mobiliser des financements de toutes les sources, publiques et privées, tout en utilisant les ressources efficacement.
- Soutiendra une coopération plus efficace entre les pays pour aborder les menaces et les défis communs.
- Fera en sorte que les institutions atteignent les plus défavorisés tout en permettant aux pays vulnérables de réaliser leurs objectifs de développement durable et de parvenir à une paix durable.

Complexité croissante

- La population mondiale dépassera les 8,5 milliards d'ici 2030. Un milliard de personnes de plus vivront dans les villes.
- L'économie mondiale a plus que doublé en taille depuis l'accord des OMD.
- La technologie entraîne des changements sociaux et économiques rapides.

Aspirations croissantes

- Plus de 3 milliards de personnes ont maintenant rejoint la classe moyenne mondiale.
- Les médias et les réseaux sociaux ont considérablement augmenté la surveillance des gouvernements.
- Les jeunes sont de plus en plus connectés au-delà des frontières.

Nouvelles opportunités

- Une plus grande diversité d'approches et de modèles nationaux.
- Un nombre croissant de citoyens éduqués et actifs.
- La technologie offre de nouveaux outils pour gérer les sociétés et les économies.

Impliquer

Inclure et autonomiser les populations afin qu'elles puissent atteindre leur potentiel et travailler pour un avenir meilleur.

Dans le monde entier, les sociétés doivent s'efforcer davantage pour répondre aux aspirations de leurs citoyens pour un avenir meilleur et pour répondre aux disparités en termes d'opportunités, de richesse et de pouvoir qui constituent des obstacles au développement durable.

L'exclusion et l'injustice sont les moteurs de la violence et de l'insécurité. Elles représentent aussi un gaspillage d'énergie et de talent.

Peu de pays autonomisent pleinement les femmes et les filles, et de nombreux jeunes se sentent incapables de contribuer pleinement à la création d'un monde meilleur.

D'autres groupes sont confrontés à une discrimination intrinsèque, que ce soit en raison de la race, de la couleur, du sexe, de la langue, de la religion, de l'opinion politique ou autre, de l'origine nationale ou sociale, de la propriété, de la naissance, du handicap ou de tout autre statut.

L'inclusion sociale, économique et politique est la clé pour favoriser des sociétés plus pacifiques.

Une meilleure inclusion est essentielle à la défense des droits de l'homme, au respect de l'égalité des sexes et à l'accès à la justice pour tous.

Elle fera en sorte aussi que personne ne soit laissé pour compte, avec un impact profond sur la vie de ceux qui estiment qu'ils ont été abandonnés par la société.

Et l'inclusion créera des opportunités plus significatives pour que les individus puissent façonner un avenir plus durable, et puissent exploiter leur énergie, leurs idées et leur créativité.

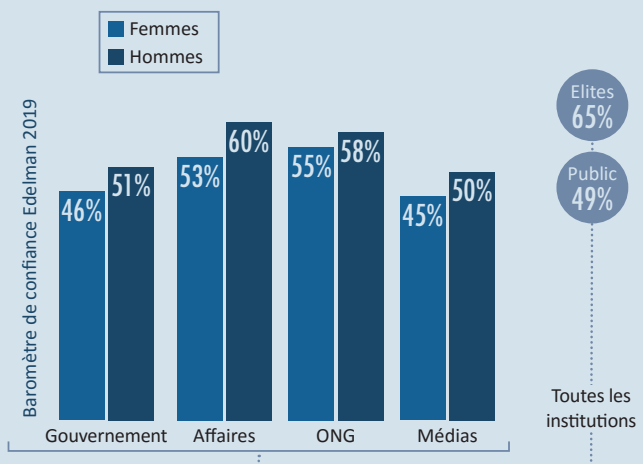
Des politiques et des approches inclusives sont nécessaires pour la mise en œuvre de toutes les parties du programme 2030.

Une plus grande inclusion :

- Encourage tous les secteurs à travailler de manière plus participative et transparente.
- Doit être basée sur des lois, des politiques et des pratiques non discriminatoires et une participation politique de tous les groupes.
- Offrira des possibilités de participation à la prise de décision et à l'engagement actif dans la mise en œuvre du Programme 2030.
- Doit autonomiser les femmes, les enfants, les jeunes et les groupes exclus, en renforçant la cohésion sociale et en leur permettant d'atteindre leur potentiel en tant qu'acteurs de changement.
- A une forte dimension économique, compte tenu de la nécessité d'une croissance inclusive et de meilleures opportunités économiques.
- Doit renforcer les réseaux et accroître l'espace de la société civile.
- Doit investir dans les infrastructures et les technologies qui renforcent la cohésion sociale et offrent des possibilités d'inclusion pour les plus défavorisés.

Une crise de confiance

Les données d'enquête montrent l'existence d'une perte critique de confiance dans les institutions. Une enquête auprès de 27 pays montre que la confiance dans les gouvernements s'est affaiblie et que les divisions politiques persistent dans de nombreux pays, mais les entreprises et les organisations non gouvernementales font également face à un déficit de confiance, en particulier des femmes. Un grand nombre de personnes ont peur du rythme de l'innovation, de la rapidité de la mondialisation, de l'érosion des valeurs sociales et de la menace que représente la corruption. Il y a un fossé croissant en termes de confiance entre le grand public et l'élite formée des 10-15 pour cent les plus riches.





Actions Catalytiques

La feuille de route identifie neuf **actions catalytiques** qui aideront à lancer la transformation nécessaire pour faire des cibles ODD16+ une réalité. Dans chacun de ces domaines, il existe un fort potentiel pour **accélérer la mise en œuvre** en fonction des données et des expériences existantes.

Les succès actuels renforceront les trois stratégies et permettront de faire des progrès vers plusieurs cibles ODD16+. Cela **renforcera l'idée** que les premiers résultats peuvent être atteints et permettra de **continuer à investir** dans « ce qui fonctionne » pour faire avancer la mise en œuvre.

Les actions catalytiques mettent l'accent sur la nécessité d'intensifier les efforts visant à mettre fin à la violence à l'égard des **femmes**, des **enfants** et des **groupes vulnérables**, et d'identifier les possibilités de réduire la **violence urbaine** et de construire des villes plus sûres.

Les sociétés pacifiques, justes et inclusives doivent atteindre les pays et les communautés **les plus défavorisés**, y compris les personnes les plus touchées par la violence et les conflits, tout en protégeant les **droits de l'homme** et en promouvant **l'égalité entre les sexes**.

L'identité juridique constitue la base de sociétés justes et inclusives, tandis que **l'autonomisation juridique** permettra aux individus de jouer un rôle à part entière, en tant **qu'acteurs du changement** pour un avenir plus durable.

Des **gouvernements plus ouverts et réactifs** auront de plus grandes chances d'atteindre les objectifs de développement durable. Une réduction significative de la **corruption** et des **flux illicites** permettra la construction de sociétés plus justes, inclusives et pacifiques.

Actions Catalytiques

1

Accroître la prévention de la violence à l'égard des femmes et des enfants et des groupes vulnérables

Nous comprenons de plus en plus ce qui fonctionne pour prévenir la violence à l'égard des femmes et des enfants et nous sommes dans l'obligation de lutter contre l'esclavage moderne, la traite des êtres humains, le travail des enfants et les autres formes d'abus.

Cibles

16.1, 16.2, 16.a, 4.7, 5.2, 5.3, 8.7

4

Améliorer la justice et augmenter l'autonomisation juridique

Nous avons l'occasion de promouvoir l'état de droit et d'accroître l'accès à la justice dans tous les pays, ce qui aura un impact significatif sur les populations les plus vulnérables et marginalisées.

Cibles

16.3

7

L'identité juridique et l'enregistrement des naissances pour tous

L'enregistrement universel des naissances et l'identité juridique solide pour tous aideront les gens à sécuriser leurs droits et à jeter les bases pour la mise en œuvre du Programme 2030 pour les populations les plus marginalisées.

Cibles

16.9

2

Construire des villes sûres, inclusives, et résilientes

Les villes peuvent prendre des mesures pour renforcer la sécurité et améliorer la cohésion de la communauté, libérant l'innovation nécessaire à la réalisation du Programme 2030. Une urbanisation mal planifiée pourrait créer de nouveaux risques.

Cibles

4.a, 8.8, 11.1, 11.2, 11.3, 11.7

5

Engagement pour un gouvernement ouvert et réactif

L'Agenda 2030 offre une plateforme pour créer des institutions efficaces, responsables et transparentes et pour accroître leur capacité à répondre aux besoins des populations et à respecter leurs droits.

Cibles

16.6, 16.8, 1.b, 10.4, 17.1

8

Donner aux individus les moyens de devenir des acteurs du changement

L'inclusion doit être un processus actif, apportant aux gens des opportunités tangibles pour une participation significative dans leurs sociétés et qui transforme leur relation avec leurs gouvernements.

Cibles

16.7, 16.10, 16.b, 4.7, 5.5, 10.2, 10.7

3

Prévention ciblée pour les pays et les communautés qui sont les plus susceptibles d'être laissés pour compte

Tous les pays doivent s'engager activement en faveur de la prévention, mais un soutien supplémentaire et urgent est nécessaire pour les pays les plus pauvres et les plus vulnérables pour la mise en œuvre du Programme 2030.

Cibles

16.1, 16.6, 16.a, 4.7

6

Réduire la corruption et les flux financiers et d'armes illicites

La lutte contre la corruption, la lutte contre les flux financiers et d'armement illicites et le renforcement du recouvrement d'avoirs volés contribueront à la réalisation de tous les objectifs de développement durable.

Cibles

16.4, 16.5, 16.6, 10.5, 10.6, 17.10

9

Respecter les droits de l'homme et promouvoir l'égalité entre les sexes

Une action précoce sur les droits et l'égalité est nécessaire pour créer des sociétés pacifiques, justes et inclusives, et pour apporter au Programme 2030 une vision tournée vers les personnes.

Cibles

16.b, 1.b, 4.5, 4.7, 5.1, 5.5, 5.c, 8.5, 8.8, 10.3, 10.4, 10.7

Les actions catalytiques ne sont pas classées par priorité. Les cibles pertinentes sont proposées pour chaque action, mais la liste n'est pas exhaustive

1

Accroître la prévention de la violence à l'égard des femmes et des enfants et des groupes vulnérables

Nous comprenons de plus en plus ce qui fonctionne pour prévenir la violence à l'égard des femmes et des enfants et nous avons l'obligation de lutter contre l'esclavage moderne, la traite des êtres humains, le travail des enfants et les autres formes d'abus.



Prévenir

La sécurité des femmes et des enfants constitue une base pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives.



Renouveler

Des partenariats innovants pour la prévention unissent tous les secteurs et membres de la société.



Impliquer

La prévention de la violence permet une inclusion significative de ceux qui sont les plus défavorisés.

Les femmes et les enfants sont victimes d'une épidémie de violence, un tiers des femmes et la moitié des enfants sont touchés à l'échelle mondiale.

La violence est une raison centrale pour laquelle tant de femmes et d'enfants sont laissés pour compte. L'impact sur la santé et le bien-être est dramatique, tandis que la violence et la peur de la violence empêchent beaucoup de femmes et d'enfants d'avoir un rôle à part entière dans leur société.

Les droits des femmes et des enfants à vivre sans crainte et sans violence sont reconnus dans la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, la Convention relative aux droits de l'enfant, ainsi que ses protocoles facultatifs et d'autres instruments relatifs aux droits de l'homme.

L'Agenda 2030 fixe des cibles pour tous les pays afin d'intensifier toutes les actions qui visent à mettre fin à la violence et à respecter ces droits. Il met également l'accent sur des formes spécifiques d'abus, telles que le mariage des enfants, les mutilations génitales féminines et le travail des enfants, ainsi que sur les efforts pour mettre fin à la traite et à l'esclavage moderne.

Mais il existe des preuves de plus en plus évidentes que la violence à l'égard des femmes et des enfants peut être évitée, y compris par leur participation active et leur leadership, et par l'engagement des hommes et des garçons.

Nous avons l'occasion d'élargir les politiques et les programmes qui ont déjà fait leurs preuves, tout en répondant aux besoins des personnes touchées par la violence et en les protégeant de toute autre maltraitance.

1. Utiliser le cadre de l'ONU à l'échelle du système pour soutenir l'action visant à prévenir la violence à l'égard des femmes afin d'orienter les pays et les régions pour qu'ils s'acquittent de leurs engagements de mettre fin à la violence.
2. Soutenir l'action des pays pour mettre fin à la violence contre les enfants, conformément aux programmes et aux normes des Nations Unies, en utilisant les stratégies INSPIRE élaborées par l'ONU, la Banque mondiale et d'autres partenaires internationaux, avec le Partenariat mondial pour mettre fin à la violence contre les enfants en tant que plateforme.
3. Augmenter le nombre de pays qui développent et mettent en œuvre des plans d'action nationaux fondés sur des données probantes et qui établissent des objectifs ambitieux pour réduire la violence à l'égard des femmes et des filles et pour lutter contre les abus spécifiques identifiés dans l'Agenda 2030.
4. Élaborer un plan d'action pour éradiquer le travail forcé, l'esclavage moderne, la traite des êtres humains et le travail des enfants, avec l'Alliance 8.7 et d'autres partenariats offrant une plateforme pour une action accélérée.
5. Renforcer le rôle du secteur privé dans la lutte contre la traite et le travail forcé, par le biais du Forum on Business and Human Rights de l'ONU, ainsi que d'autres organes.
6. Se diriger vers les plus vulnérables à la violence, y compris les personnes en migration, les femmes et les enfants touchés par les conflits, et les personnes handicapées.
7. Accroître la coordination et les liens entre les programmes de prévention pour les femmes, les enfants et les groupes vulnérables.

2 Construire des villes sûres, inclusives, et résilientes

Les villes peuvent prendre des mesures pour renforcer la sécurité et améliorer la cohésion de la communauté, libérant l'innovation nécessaire à la réalisation de l'Agenda 2030. Une urbanisation mal planifiée pourrait créer de nouveaux risques.



Prévenir

La sécurité urbaine augmentée contribue de manière substantielle à la réduction de la violence mondiale.



Renouveler

Les autorités locales et les dirigeants des villes à l'origine de nouvelles approches concernant la sécurité urbaine et la cohésion sociale.



Impliquer

Ressources et capacités augmentées des communautés pour prévenir la violence et favoriser la participation.

De nombreuses villes souffrent de niveaux très élevés de criminalité, de violence et d'insécurité, les communautés les plus touchées sont souvent isolées, stigmatisées et privées d'investissements, d'opportunités et de services.

Alors que la plupart des victimes d'homicides dans les villes sont des jeunes hommes, des femmes et des filles subissent également des violences et des abus à un niveau élevé, chez elles, dans les espaces publics et lorsqu'elles se rendent au travail et à l'école.

Les villes sont également confrontées à des risques et des défis émergents. Si elle est mal planifiée, une urbanisation rapide peut conduire à des logements et des infrastructures inadéquats et dangereux, et à l'enracinement de l'exclusion et des inégalités.

Mais certaines villes ont connu des améliorations considérables en matière de sécurité publique, avec les dirigeants des villes à l'origine de solutions novatrices pour la paix, la justice et l'inclusion.

La sécurité urbaine exige des stratégies fondées sur des données probantes et intégrales qui réduisent directement les niveaux de criminalité et de violence. Celles-ci devraient être combinées à des approches à plus long terme pour renforcer les communautés, renforcer la cohésion sociale et accroître l'efficacité et la responsabilité des autorités de sécurité et de justice.

Ces actions soutiennent la mise en œuvre du Nouveau Programme urbain, en particulier l'engagement de promouvoir « un environnement sûr, sain, inclusif et sécurisé dans les villes et les établissements humains, pour vivre, travailler et participer à la vie urbaine sans crainte de violence ou d'intimidation ».

1. Augmenter le nombre de villes qui ont fixé des objectifs pour réduire la violence, et renforcer la capacité des villes à mettre en œuvre des stratégies de prévention axées sur les personnes et les communautés qui connaissent les plus hauts niveaux de violence.
2. Mettre en œuvre une approche globale pour réduire le harcèlement sexuel et la violence dans les espaces publics et les transports.
3. Augmenter l'impact préventif des investissements urbains dans les infrastructures et l'environnement bâti; santé et éducation; compétences et création d'emplois; et d'autres services dans le cadre d'un engagement plus large à rendre les villes inclusives, sûres, résilientes et durables.
4. Répondre aux besoins de développement des jeunes hommes et femmes vulnérables dans les communautés les plus touchées par la violence, y compris les établissements informels, tout en soignant leurs traumatismes et en les protégeant de la stigmatisation.
5. Renforcer le leadership pour la prévention dans les villes, en s'appuyant sur tous les secteurs et renforcer les liens entre la police et les autres institutions de sécurité et de justice et les communautés marginalisées.
6. Mettre en œuvre les Lignes directrices à l'échelle du système des Nations Unies pour des villes plus sûres, en tenant compte des normes existantes de l'ONU sur la violence et la prévention du crime.
7. Renforcer les partenariats pour des villes sûres, en travaillant avec les réseaux existants de maires et autres dirigeants de villes afin d'accroître l'apprentissage entre les villes.

3

Prévention ciblée pour les pays et les communautés qui sont les plus susceptibles d'être laissés pour compte

Tous les pays doivent s'engager activement en faveur de la prévention, mais un soutien supplémentaire et urgent est nécessaire pour les pays les plus pauvres et les plus vulnérables pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030.

Prévenir

Une prévention ciblée de la violence permettra au développement durable d'atteindre les plus défavorisés.

Renouveler

Les pays vulnérables ont besoin d'institutions efficaces et réactives pour répondre aux aspirations de leur population.

Impliquer

Les processus inclusifs permettront aux groupes marginalisés de jouer un rôle à part entière dans le développement national.

L'Agenda 2030 tient compte des défis particuliers auxquels sont confrontées les communautés et les pays les plus vulnérables, dans le cadre de son engagement à atteindre les plus marginalisés.

Pour des centaines de millions de personnes, la voie du développement durable est bloquée par la violence, l'insécurité et l'injustice, alors que leur vie est façonnée par les disparités en termes d'opportunités, de richesse et de pouvoir.

Certaines personnes vivent dans des sociétés qui ont été ou continuent d'être touchées par des conflits. Pour elles, le développement est essentiel pour soutenir une paix plus durable, ce qui leur permettrait de bénéficier de toutes les parties de l'Agenda 2030.

Pour tous les pays et communautés vulnérables, des approches de développement axées sur une analyse des risques sont nécessaires pour accroître la résilience et s'attaquer à l'exclusion et à la polarisation.

La prévention doit toujours être guidée et doit être dans les mains des pays et des communautés les plus défavorisés, avec le soutien de la communauté internationale.

Une politique plus légitime et inclusive constituera les bases d'une meilleure gouvernance et de modèles de développement plus durables.

Une action globale et régionale est importante pour aider à créer les conditions de la paix, de la justice et de l'inclusion, tandis que la coopération et les financements internationaux soutiendront les pays les plus vulnérables alors qu'ils investissent dans des sociétés pacifiques, justes et inclusives.

1. Intensifier le soutien aux pays vulnérables alors qu'ils élaborent leurs stratégies et leurs plans pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030.
2. Une analyse renforcée pour permettre de cartographier les risques et les schémas d'exclusion, avec des mécanismes pour éclairer l'élaboration des politiques et pour un engagement rapide.
3. Répertorier les risques pour les pays et les communautés vulnérables liés aux groupes de crime organisé et mettre en œuvre des politiques visant à réduire ces risques.
4. Mettre en œuvre des initiatives de prévention ciblées afin de réduire rapidement la violence dans les pays les plus vulnérables et de s'attaquer aux causes profondes des conflits.
5. Investir dans l'inclusion sociale, économique et politique, et dans la prestation de services et d'autres politiques et programmes pour traiter les griefs avant que ne débute la violence.
6. Utiliser le dialogue et les processus nationaux pour encourager la réconciliation et la justice transitionnelle, avec un rôle accru pour les femmes et les jeunes.
7. Soutenir les actions régionales et mondiales pour créer un environnement propice au développement durable dans les pays qui connaissent des niveaux élevés de violence et d'insécurité.
8. Favoriser les partenariats entre les acteurs en utilisant des instruments humanitaires, de développement et de consolidation de la paix civile, basés sur une analyse conjointe et participative du contexte, dans le but d'assurer la mise en œuvre intégrale de l'Agenda 2030 dans les pays les plus vulnérables.

4

Améliorer la justice et augmenter l'autonomisation juridique

Nous avons l'occasion de promouvoir l'état de droit et d'accroître l'accès à la justice dans tous les pays, ce qui aura un impact significatif sur les populations les plus vulnérables et marginalisées.

 **Prévenir**

Aborder les griefs, en réduisant le risque de violence et en luttant contre l'impunité.

 **Renouveler**

Les institutions de justice et de sécurité deviennent plus accessibles et plus réactives.

 **Impliquer**

Les personnes peuvent revendiquer leurs droits ce qui leur permet d'atteindre leur plein potentiel.

Plus de 5 milliards de personnes ne peuvent pas compter sur la pleine protection de la loi. Bien que de nombreux pays aient pris des mesures pour accroître l'accès à la justice, la justice pour tous ne sera pas atteinte au vu des tendances actuelles. Nous pouvons accélérer les progrès si nous :

- Comprenons les problèmes de justice des personnes et si elles croient qu'elles sont traitées équitablement lorsqu'elles font appel à des services juridiques ou judiciaires.
- Les habilitons à utiliser et à façonner la loi de manière à éliminer les obstacles à l'amélioration de leur condition et de celle de leurs familles et de leurs communautés.
- Mettons l'accent sur les besoins des victimes et les témoins de crimes violents dans le système judiciaire, en particulier les femmes et les enfants et les groupes vulnérables.
- Permettons aux populations d'accéder à la justice pour les affaires civiles, y compris celles liées à la terre et aux biens, au droit de la famille, à la santé et au travail.
- Soutenons les mécanismes de résolution alternative pour résoudre les différends en dehors du système judiciaire officiel dans la mesure du possible, et permettre ainsi aux tribunaux de se concentrer sur des cas plus graves.
- Garantissons l'indépendance et la transparence judiciaires et rendons les institutions de justice et de sécurité plus inclusives, plus transparentes et plus efficaces.

Le secteur de la justice a longtemps été négligé et sous-financé. Cependant, il s'agit d'un domaine où l'innovation est croissante et dans lequel de nombreux pays font preuve de leadership.

1. S'appuyer sur le programme pour une justice axée sur les personnes énoncé dans le rapport du Groupe de travail sur la justice et mettre en œuvre les recommandations de ce Groupe de travail.
2. Effectuer régulièrement des enquêtes pour obtenir des données sur les besoins en droit, les taux de victimisation et la confiance dans les institutions de justice et de sécurité.
3. Développer une stratégie pour améliorer l'accès à l'aide juridique et à l'assistance en matière civile et pénale, en s'appuyant sur les Principes et lignes directrices de l'ONU sur l'accès à l'aide juridique et l'Étude mondiale sur l'aide juridique du PNUD / ONUDC.
4. Augmenter la capacité des institutions de justice et de sécurité pour qu'elles fonctionnent tout en tenant compte d'éléments factuels concernant la prévention de la violence, de façon à renforcer la confiance, la légitimité et la reddition de comptes.
5. Étendre et améliorer les services fournis par les entités juridiques et judiciaires au niveau de la communauté, tout en augmentant l'utilisation des tribunaux mobiles, les mécanismes informels de règlement des différends et d'autres approches rentables, conformément aux normes internationales relatives aux droits de l'homme.
6. Renforcer la justice administrative, y compris l'accès aux mécanismes de réparation et de plainte, et faciliter la capacité des gens à revendiquer leurs droits en matière de santé, d'éducation, de terres et de ressources naturelles.
7. Soutenir les processus de justice transitionnelle pour garantir la vérité, la justice, les réparations et les garanties de non-récurrence pour les victimes de conflits ou de violations des droits de l'homme à grande échelle, et investir dans les efforts visant à prévenir la récurrence.
8. Utiliser davantage le Partenariat pour un gouvernement ouvert (OGP) et d'autres plateformes nationales, régionales et mondiales pour assurer la justice pour tous, tout en finançant et protégeant les défenseurs de la justice au niveau local.

5 Engagement pour un gouvernement ouvert et réactif

L'Agenda 2030 offre une plateforme pour créer des institutions efficaces, responsables et transparentes, et pour accroître leur capacité à répondre aux besoins des populations et à respecter leurs droits.



Prévenir

Les institutions ont augmenté leurs capacités pour prévenir la violence et pour gérer les risques.



Renouveler

Les gouvernements ont de plus grandes capacités pour mettre en pratique les projets de l'Agenda 2030.



Impliquer

Mène à une participation plus importante et à des partenariats plus inclusifs.

L'Agenda 2030 offre aux gouvernements l'occasion de démontrer qu'ils peuvent apporter les changements transformateurs requis pour mettre en œuvre les 17 objectifs de développement durable.

La réussite nécessite de réimaginer le rôle du gouvernement, une ouverture à de nouvelles idées et méthodes, une approche tournée vers les plus marginalisés et une réactivité accrue pour répondre aux aspirations des citoyens pour l'avenir.

S'appuyant sur leur expérience des Objectifs du Millénaire pour le développement, les gouvernements ont entamé le processus de renforcement de leurs stratégies nationales de développement, de participation croissante à la prise de décision et de mobilisation de partenariats et de ressources nécessaires pour répondre à la portée de l'Agenda.

Les plateformes universelles permettent aux gouvernements de prendre des engagements ambitieux et de travailler ensemble pour renforcer les institutions. La Déclaration du gouvernement ouvert a été signée par 75 pays, avec des plans d'action permettant aux gouvernements de travailler avec les citoyens pour établir des priorités concernant les réformes qui permettront à un pays de relever les défis les plus urgents.

Une collaboration plus étroite est nécessaire entre le gouvernement central, les autorités infranationales et les gouvernements locaux, permettant des réponses décentralisées qui apportent des résultats positifs aux populations dans leurs communautés.

Il est également nécessaire de mettre l'accent sur la création d'institutions efficaces, responsables et transparentes dans les États ayant les capacités les plus faibles, y compris ceux qui sont exposés aux risques de désastres, de crises et de conflits.

1. Promouvoir le partage d'expériences entre les pays en ce qui concerne les modifications institutionnelles pour la mise en œuvre des ODD, pour augmenter ainsi la capacité de mise en œuvre de l'Agenda 2030.
2. Par le biais du Comité d'experts de l'ONU sur l'administration publique et d'autres organismes, mettre en œuvre des principes et des orientations sur la manière dont une gouvernance responsable et efficace peut aider l'Agenda 2030.
3. Soutenir le Partenariat pour un gouvernement ouvert et d'autres partenariats pertinents dans la mesure où ils alignent leurs stratégies sur l'Agenda 2030 et que leurs membres encouragent les ambitions et formulent de nouveaux engagements.
4. Renforcer les ressources et les capacités du gouvernement local, dans le cadre d'un travail plus vaste pour décentraliser l'Agenda 2030, y compris le programme locale du PGO qui mobilise l'élan des villes et des gouvernements infranationaux.
5. Reconnaître et renforcer le rôle joué par les fonctionnaires dans le développement d'institutions efficaces, responsables et transparentes.
6. Aider les parlements à jouer pleinement leur rôle dans la mise en œuvre des ODD, tout en renforçant l'audit indépendant et les autres entités de surveillance.
7. Soutenir la reconstruction des fonctions gouvernementales de base dans les pays à mesure qu'ils sortent des conflits et offrir un soutien souple à ces pays pendant leur transition et la prochaine étape du développement.

6

Réduire la corruption et les flux financiers et d'armes illicites

La lutte contre la corruption, la lutte contre les flux financiers et d'armement illicites et le renforcement du recouvrement d'avoirs volés contribueront à la réalisation de tous les objectifs de développement durable.

Prévenir

Une réduction de la corruption et des flux illicites améliore la capacité de résilience des sociétés.

Renouveler

Renforce la confiance dans les institutions et leur permet de mettre en œuvre l'Agenda 2030.

Impliquer

Supprime les obstacles qui se dressent devant ceux qui jouent un rôle actif dans le développement durable.

La corruption affaiblit les institutions, nuit à la croissance et érode le tissu de la société. Elle est liée au crime organisé et menace la sécurité publique, tandis que la corruption policière et la corruption du système judiciaire nuisent à des institutions qui ont pour rôle de protéger la population de la violence.

La corruption fait augmenter l'exclusion et a un impact néfaste sur les droits de l'homme. Elle est liée à la violence sexiste et à l'abus d'autorité pour l'exploitation sexuelle.

Les gouvernements ont la responsabilité principale de réduire la corruption, mais ils devraient travailler avec les entreprises et la société civile et s'appuyer sur d'autres institutions telles que les parlements, le système judiciaire et les entités de contrôle indépendantes.

Les pays doivent également travailler ensemble pour réduire les flux de financement illicites à travers les frontières. Cela implique de faire obstacle aux réseaux criminels régionaux et mondiaux, tout en luttant contre l'évasion fiscale qui envoie les flux de richesse des pays les plus pauvres vers les plus riches.

Lorsque les armes illicites traversent les frontières, elles augmentent la violence et favorisent les groupes criminels et terroristes.

Les flux illicites de drogues, de faune et de ressources naturelles nuisent également au développement durable, et les mêmes groupes criminels sont souvent impliqués dans la traite des personnes.

Pour toutes les formes de corruption et de flux illicites, le partage des meilleures pratiques aidera les pays à élaborer et à mettre en œuvre des solutions innovantes et de nouvelles approches.

1. Augmenter les efforts nationaux et la coopération internationale pour révéler la corruption, punir les corrompus, soutenir ceux qui ont souffert de la corruption et chasser la culture de la corruption, partout où elle existe.
2. Utiliser pleinement le mécanisme d'examen de la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies contre la corruption afin de promouvoir et de renforcer les mesures visant à prévenir et à combattre la corruption.
3. Renforcer la coopération internationale pour s'attaquer à toutes les formes de flux financiers illicites, y compris l'évasion fiscale mondiale, par le biais du Comité d'experts sur la Coopération internationale en matière fiscale, le système des Nations Unies, les institutions financières internationales, le G7 et la Chine, le G20, l'OCDE et d'autres plates-formes.
4. Accélérer les progrès, de façon inclusive, vers l'objectif du Plan d'action sur l'érosion de base d'imposition et le transfert de bénéficiaires, afin de réduire le déséquilibre entre les bénéficiaires des entreprises et le lieu de l'activité économique réelle et d'améliorer la collecte des recettes fiscales mondiales dans les pays de tous niveaux de revenus.
5. Augmenter les efforts dans la lutte contre le blanchiment de capitaux et la récupération d'avoirs volés grâce aux traités internationaux pertinents, à l'Initiative pour le recouvrement des avoirs volés et le Forum mondial sur la récupération des avoirs.
6. Passer de politiques punitives à une stratégie intégrée et équilibrée pour traiter et contrer le problème mondial de la drogue, une stratégie axée sur la justice et les droits de l'homme.
7. Travailler à l'universalisation des instruments juridiquement contraignants pour le contrôle des armes et respecter les engagements pris par les États membres dans le Programme d'action des Nations Unies sur les armes légères, le Protocole de l'ONU sur les armes à feu et le Traité sur le commerce des armes, tout en utilisant les Normes internationales sur le contrôle des armes légères pour soutenir la mise en œuvre des ODD16+.

7

L'identité juridique et l'enregistrement des naissances pour tous

L'enregistrement universel des naissances et l'identité juridique solide pour tous aideront les gens à sécuriser leurs droits et à jeter les bases pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour les populations les plus marginalisées.

Prévenir

L'identité juridique et l'enregistrement des naissances protègent les droits de l'homme et réduisent le risque de violence et d'abus.

Renouveler

Les systèmes d'identité numérique permettent aux gouvernements de fournir des services publics de meilleure qualité.

Impliquer

L'identité juridique réduit la marginalisation et augmente l'inclusion sociale, économique et politique.

L'identité juridique et l'enregistrement des naissances permettent aux gens de revendiquer leurs droits au sein de leurs communautés et sociétés et fournissent des données essentielles à la planification et à la prestation de services.

Les personnes privées de preuve d'identité sont exclues des marchés officiels et sont vulnérables face à la violence, aux pratiques abusives telles que le mariage des enfants et à la discrimination. Les personnes handicapées et les non-ressortissants sont particulièrement désavantagés dans le processus d'enregistrement.

Plus de naissances sont maintenant enregistrées, certains pays montrent que des améliorations majeures peuvent être réalisées en une décennie avec une volonté et des investissements politiques suffisants.

De plus en plus, les pays reconnaissent le besoin de ne plus appréhender isolément l'enregistrement des naissances mais de le considérer comme faisant partie d'un système d'enregistrement civil et de statistiques de l'état civil qui enregistre également les décès et les causes de décès et d'autres événements comme le mariage et le divorce.

Les années récentes ont connu une vague d'innovation dans l'identification juridique, car les pays sont passés des systèmes d'identité papier au numérique et ont commencé à utiliser la technologie mobile.

Cela permet à plus de personnes d'avoir un rôle au sein de leurs sociétés et dans leurs économies. Les gouvernements ont également utilisé les nouveaux systèmes pour fournir des transferts de fonds, accroître l'accès aux services publics, et pour rendre leurs programmes plus ciblés et moins gaspilleurs.

1. Renforcer les systèmes d'enregistrement civil afin qu'ils fournissent des données de qualité sur les naissances et autres statistiques d'état civil, dans le cadre d'une approche stratégique sur les systèmes nationaux de données sur la santé pour la mise en œuvre des ODD.
2. Utiliser la Feuille de route Health Measurement and Accountability (2015-2030) pour renforcer le leadership et l'autonomisation nationale, et fournir une plateforme pour le soutien international le cas échéant.
3. En s'appuyant sur Plan d'investissement global pour l'inscription civile et les statistiques de l'état civil (2015-2024), mobiliser les fonds supplémentaires provenant de sources internationales nécessaires pour financer les progrès vers une couverture universelle dans 75 pays prioritaires.
4. Soutenir l'apport de systèmes d'identité numérique universelle inclusifs, robustes et rentables, en s'appuyant sur l'initiative Identification pour le développement et d'autres partenariats et plateformes, en adoptant des principes, des normes minimales et des cadres juridiques et réglementaires pour la gestion de l'identité.
5. Utiliser des systèmes d'identité numérique pour renforcer le filet de sécurité sociale, accroître l'accès aux services et améliorer la gouvernance, en contribuant largement à la mise en œuvre des ODD.
6. Gérer les risques posés par les systèmes d'identité, en utilisant les Principes sur l'identification pour le développement durable pour s'assurer que les systèmes sont universels, accessibles, robustes, sécurisés, réactifs et durables, et qu'ils protègent la vie privée et les droits des utilisateurs.
7. Renforcer la capacité d'analyser et d'utiliser les données des systèmes d'enregistrement pour l'élaboration des politiques et la surveillance.

8

Donner aux individus les moyens de devenir des acteurs du changement

L'inclusion doit être un processus actif, apportant aux gens des opportunités tangibles pour une participation significative dans leurs sociétés et qui transforment leur relation avec leurs gouvernements.

Prévenir

Les femmes, les jeunes et les communautés marginalisées jouent un rôle actif et significatif dans la prévention de la violence.

Renouveler

Les institutions sont capables d'exploiter l'énergie, les idées et les connaissances locales des citoyens actifs.

Impliquer

Respecter l'engagement de faire de l'Agenda 2030 un programme « du peuple, par le peuple, pour le peuple ».

L'Agenda 2030 a tiré parti de l'une des plus grandes consultations mondiales jamais organisée, avec l'enquête MY World recueillant les contributions de 7 millions de personnes. Cela nous a permis d'espérer que les populations puissent continuer à jouer un rôle actif dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030.

Bien qu'il existe une preuve d'un nouvel engagement en faveur de l'inclusion et un engagement populaire croissant, la montée du nationalisme et les schémas de mondialisation inéquitables amenuisent l'espace politique pour le développement durable.

L'espace civique se rétrécit dans de nombreux pays et, au niveau local, il y a souvent un manque de capacité d'engagement, en particulier dans les communautés les plus marginalisées. Beaucoup de groupes sont confrontés à des obstacles qui empêchent leur participation, que ce soit en raison de leur âge, de leur sexe, de leur appartenance ethnique, de leur handicap ou de leur statut migratoire.

Pour contrer ces tendances, toutes les sociétés devraient investir dans des institutions et des processus qui favorisent la cohésion sociale, économique et politique et permettent une prise de décision réactive, inclusive, participative et représentative.

Elles doivent fournir des opportunités significatives pour l'engagement des citoyens, répondre à la demande de changement depuis la base et permettre aux citoyens de jouer un rôle actif dans l'élaboration des politiques, et dans la conception et la prestation de services publics.

1. Évaluer les modèles de participation au développement durable et formuler des recommandations sur les stratégies et les meilleures pratiques adaptées au contexte, en mettant l'accent sur le rôle des femmes, des jeunes et des groupes marginalisés.
2. Investir dans des programmes qui démontrent comment les communautés peuvent participer au développement de la politique et au renforcement des services publics.
3. Utiliser des plans d'action gouvernementaux ouverts pour approfondir la gouvernance dirigée par les citoyens, renforcer la participation civique et la transparence, et promouvoir la représentation dans les institutions.
4. Se pencher sur le rôle des fonctionnaires de première ligne - comme les enseignants, les agents de santé, de police, etc. - dans la prestation de services transparents et réactifs.
5. Utiliser des outils numériques pour permettre de nouvelles formes de participation directe à la vie publique, en s'appuyant sur les connaissances et l'expertise des jeunes.
6. Promouvoir la participation et le leadership des femmes dans leurs sociétés, en tant que promoteurs de la paix et dans des contextes de crise.
7. Augmenter les possibilités de leadership et d'activisme des jeunes, en permettant aux enfants et aux jeunes de participer à la prise de décision et de demander des comptes à leurs dirigeants, tout en recueillant des données sur leur participation.
8. Investir dans l'éducation civique et dans les connaissances et les compétences nécessaires pour promouvoir le développement durable.
9. Protéger et améliorer l'espace civique et l'engagement citoyen.

9

Respecter les droits de l'homme et promouvoir l'égalité entre les sexes

Une action précoce sur les droits de l'homme et l'égalité est nécessaire pour créer des sociétés pacifiques, justes et inclusives, et pour apporter à l'Agenda 2030 une vision tournée vers les personnes.



Prévenir

Les droits et l'égalité entre les sexes augmentent la résilience et mettent l'accent sur la prévention.



Renouveler

Les lois, les politiques et les institutions sont plus en mesure de protéger les droits et de promouvoir l'égalité des sexes.



Impliquer

Développer la capacité et les canaux de participation pour les groupes qui sont les plus susceptibles d'être exclus.

Les objectifs de développement durable visent faire appliquer les droits de l'homme pour tous et à atteindre l'égalité des sexes et l'autonomisation de toutes les femmes et filles, en impliquant également dans cette tâche les hommes et les garçons.

En adoptant une approche fondée sur les droits et en intégrant une perspective sexospécifique, les progrès vers des sociétés pacifiques, justes et inclusives seront fondés sur les normes internationales relatives aux droits de l'homme, en renforçant les capacités des personnes à revendiquer leurs droits et sur des gouvernements et des dirigeants capables de les protéger et de les promouvoir.

L'accent mis sur les droits et l'égalité des sexes aidera à résoudre les griefs tout en veillant à ce que les femmes jouent pleinement leur rôle dans la construction d'une paix durable et que les défenseurs des droits humains et des droits des femmes soient soutenus et protégés.

L'Examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme et les autres mécanismes du système international des droits de l'homme constituent un modèle pour mettre en pratique l'accent mis sur les droits et l'égalité entre les sexes qui conduiront à des améliorations tangibles dans la vie des gens. Les recommandations sont déjà fortement liées aux ODD16+.

Les Nations Unies ont élaboré un cadre partagé qui aidera les États membres à mettre en œuvre l'Agenda 2030 en tant que « programme pour l'égalité », tandis que la Commission sur la condition de la femme continue de développer des recommandations pour une mise en œuvre de l'Agenda 2030 qui tient compte des inégalités entre les sexes.

1. Maximiser le potentiel du système des droits de l'homme des Nations Unies pour soutenir la mise en œuvre de l'Agenda 2030, en offrant aux pays la possibilité de comprendre et de relever les défis dans le domaine des droits de l'homme, notamment en encourageant les États membres à inviter les titulaires de mandat de procédures spéciales.
2. En collaboration avec les Nations Unies, instaurer un cadre commun pour mettre l'égalité et la non-discrimination au cœur du développement durable, en mettant l'accent sur les inégalités qui affectent de manière disproportionnée certains groupes.
3. Renforcer les mécanismes et les institutions nationaux en matière de droits de l'homme, en s'appuyant sur le travail de l'Alliance mondiale des institutions nationales des droits de l'homme, de sorte que ces mécanismes et institutions deviennent un foyer pour la construction de sociétés pacifiques, justes et inclusives.
4. Réformer les institutions de sécurité et de justice afin de s'assurer qu'elles ne sont pas discriminatoires, qu'elles sont représentatives de la population et capables de protéger les droits de l'homme.
5. Aborder les obstacles structurels à l'autonomisation économique des femmes, en s'appuyant sur les conclusions de la Commission de la condition de la femme et sur l'ordre du jour de l'action élaboré par le Groupe de haut niveau pour l'autonomisation économique des femmes.
6. Se rapprocher activement des personnes handicapées, des réfugiés et des migrants, ainsi que des autres groupes marginalisés, travailler à leur autonomisation et soutenir leur pleine participation à la vie publique.



Catalyseurs

Les **catalyseurs** soutiennent les progrès vers les objectifs pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives.

Une approche stratégique est nécessaire pour fournir aux décideurs des **preuves** et des **données** pour renforcer la mise en œuvre. Des investissements sur le long terme sont nécessaires pour suivre les progrès, étendre les interventions prometteuses et qui se sont révélées efficaces et comprendre les défis auxquels sont confrontés les pays les plus vulnérables.

Les cibles ODD16 + ne pourront pas se concrétiser sur les tendances actuelles. Des **financements** supplémentaires sont nécessaires pour répondre à la vision de l'Agenda 2030. Cela signifie renforcer les arguments en faveur de l'investissement afin de mobiliser des fonds provenant de toutes les sources, tant publiques que privées.

L'universalité de l'Agenda 2030 offre de nouvelles opportunités **d'apprentissage** et **d'échange**. Les plates-formes doivent accroître l'utilisation des preuves dans l'élaboration des politiques et permettre aux pays de partager des expériences les uns avec les autres. Certains grands défis peuvent être utilisés comme axes pour l'ambition et l'apprentissage.

Une **communication** et une **promotion** efficaces créeront le **mouvement multisectoriel** pour les sociétés pacifiques, justes et inclusives. Cela augmentera la volonté politique, tout en s'appuyant sur les connaissances et l'expertise des enfants, des jeunes et des personnes les plus défavorisées.

Catalyseurs

Preuves et données

- Adopter une approche stratégique pour renforcer les données pour le cadre d'indicateurs globaux ODD16+
- Renforcer la capacité statistique nationale et améliorer les mécanismes de déclaration
- Identifier les lacunes et les besoins et développer des programmes de recherche qui éclaireront l'élaboration des politiques

Économie

- De meilleures connaissances sur les coûts de l'immobilisme et sur les bénéfices de l'action
- Estimer les coûts de la mise en œuvre d'un nombre croissant d'actions catalytiques identifiées dans cette feuille de route
- Augmenter le financement des objectifs des ODD pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives

1 1 0 0
1 0 1 0
0 1 0 1



Communication, promotion et construction de mouvement

- Augmenter le leadership politique pour la paix, la justice et l'inclusion
- Un mouvement pour la justice pour tous
- Un mouvement pour promouvoir l'égalité et l'inclusion
- Un mouvement pour des sociétés pacifiques

Apprendre et échanger

- Intensifier la coopération entre les pays Pionniers, en mettant en avant les succès et le leadership
- Renforcer les réseaux universels et les plateformes pour l'apprentissage
- Signaler les progrès et révéler les succès dans l'avènement de sociétés pacifiques, justes et inclusives
- Utiliser des « grands défis » de haut niveau en tant qu'axes d'apprentissage et moteurs des ambitions

1 1 0 0
1 0 1 0
0 1 0 1

Preuves et données

La mise en œuvre des objectifs ODD16+ nécessite un investissement accru dans les connaissances, les données et les preuves nécessaires pour éclairer la prise de décision.

Pour des sociétés **pacifiques** :

- Les données améliorées sur la prévalence des différentes formes de violence rendent l'ampleur de la violence visible pour les décideurs et le public.
- On comprend désormais de mieux en mieux les facteurs qui augmentent le risque de violence ainsi que ceux qui protègent les individus, les communautés et les sociétés, et les rendent plus résistants.
- Il existe de plus en plus de preuves qui montrent comment prévenir la violence et des efforts se multiplient pour présenter ces preuves dans un format qui mène à l'action.

La priorité est de montrer une prévention efficace sur le terrain, et ce qui fonctionne dans les régions qui souffrent des taux de violence les plus élevés, mais dont les ressources pour la mise en œuvre sont limitées.

Les preuves et les données sont également nécessaires pour comprendre les griefs et comment y répondre, et pour répertorier les impacts indirects de l'insécurité sur la vie des personnes.

Dans le domaine de la **justice** :

- L'analyse des données provenant des enquêtes sur les besoins juridiques et sur la victimisation a fourni une première estimation de l'écart mondial en matière de justice.
- Les données d'enquête offrent des connaissances croissantes sur les niveaux de corruption et d'impunité.
- Nous disposons d'un ensemble croissant de mesures efficaces pour assurer une justice centrée sur les personnes, en résolvant et en prévenant les problèmes de justice qui importent le plus aux gens.
- Un programme de recherche axé sur l'action est nécessaire pour soutenir la mise en œuvre accélérée de l'ODD16.3 et les autres objectifs pour des sociétés justes.

Pour des sociétés **inclusives** :

- Les niveaux d'inégalité sont élevés et provoquent une colère croissante et une confiance décroissante dans

les institutions. L'inclusion politique et la confiance entre les groupes sont également en déclin.

- Les indicateurs officiels des Objectifs de développement durable liés au bien-être des 40% les plus défavorisés de la société constituent une mesure inadéquate de l'inégalité et de l'exclusion qui alimentent la colère populaire dans le monde entier, car ils ne capturent pas les gains au sommet de l'échelle des revenus.
- Nous manquons de données pour suivre les tendances en matière d'inclusion sociale, économique et politique, malgré le besoin urgent de traiter des niveaux inquiétants de polarisation et de griefs.
- Il y a de plus en plus d'expérimentation et d'innovation dans le domaine de la gouvernance et du développement institutionnel, la recherche étant centrée sur les méthodologies d'implémentation, les approches adaptatives et de résolution de problèmes et le renforcement des partenariats avec les citoyens pour la prise de décision.
- Des preuves sont nécessaires pour identifier des solutions pratiques et politiquement viables qui permettront d'atteindre les objectifs des ODD pour des sociétés plus équitables et inclusives.

Une approche stratégique concernant les données doit couvrir tous les indicateurs ODD16+, développer les données de références mondiales et nationales et augmenter de manière constante la proportion de pays possédant les données nécessaires pour mesurer les progrès. Les données doivent être ventilées selon la vulnérabilité des groupes et leur risque d'être marginalisés.

Les réseaux et stratégies statistiques nationaux doivent être renforcés, en particulier dans les pays vulnérables, tandis que le partenariat pour les données devrait s'appuyer sur les compétences de la société civile, du milieu universitaire et du secteur privé.

Les plates-formes non gouvernementales telles que l'Initiative sur les données ODD16 peuvent jouer un rôle important dans la sensibilisation aux sources de données qui viennent compléter les indicateurs officiels.

Des réseaux de connaissances et de recherche sont nécessaires pour élaborer et mettre en œuvre des stratégies de recherche et pour renforcer le lien entre les preuves et les politiques.



Adopter une approche stratégique pour renforcer les données pour le cadre d'indicateurs globaux ODD16+

- Soutenir le Plan d'action mondial du Cap pour les indicateurs sur le développement durable, y compris l'objectif de renforcer et d'élargir les données sur les domaines qui ne sont pas encore bien développés dans le cadre des statistiques officielles.
- Augmenter la disponibilité des données pour les indicateurs ODD16+ avec des méthodologies claires, en reconnaissant le rôle de point focal du Groupe de haut niveau pour le partenariat, la coordination et le renforcement des capacités dans le domaine des statistiques de l'Agenda 2030.
- Élaborer des méthodologies pour les autres indicateurs ODD16+.
- Contribuer à l'examen complet du cadre mondial d'indicateurs en 2020, en se concentrant sur les domaines d'objectifs mal couverts (en particulier, l'accès à la justice civile, la confiance dans les institutions publiques, l'inclusion politique et la violence contre les migrants).
- Mettre en œuvre des normes permettant la production et la comparaison systématiques de données, y compris la Classification internationale de la criminalité à des fins statistiques et la Classification internationale des maladies.
- En priorité, harmoniser et renforcer les estimations concernant les homicides aux niveaux national, régional et mondial (UNODC, OMS) et les autres données qui quantifient les tendances des niveaux de violence.
- Accélérer l'action pour élaborer et publier des estimations mondiales pour obtenir les indicateurs sur les décès liés aux conflits (HCDH), les flux financiers illicites (UNODC), le travail forcé et la traite des êtres humains (OIT, UNODC) et les politiques de migration (DESA, OIM).

Renforcer la capacité statistique nationale et améliorer les mécanismes de déclaration

- Dans le cadre du Plan d'action mondial du Cap, renforcer la capacité des systèmes statistiques nationaux, afin de pouvoir collecter des données ventilées sur les sociétés pacifiques, justes et inclusives.
- Mettre en œuvre la feuille de route 2016-2020 pour l'élaboration d'un manuel sur les statistiques de gouvernance des bureaux nationaux de statistique, tel que développé par le Groupe Praia sur les statistiques de gouvernance.
- Renforcer et harmoniser les données d'enquête nationales pour les indicateurs ODD16+ et élaborer un module pour l'inclusion dans les enquêtes en cours sur les ménages, en s'appuyant sur le travail du Groupe de travail inter-secrétariats sur les enquêtes auprès des ménages.
- Fournir des systèmes universels d'enregistrement civil et de statistiques de l'état civil (voir l'action catalytique 7).

Identifier les lacunes et les besoins et développer des programmes de recherche qui éclaireront l'élaboration des politiques

- Établir des priorités de recherche pour la prévention de la violence, en s'appuyant sur le deuxième Rapport de situation mondial sur la prévention de la violence, *Chemins pour la paix* – le rapport phare de la Banque mondiale sur la prévention des conflits, sur le travail du Programme What Works to Prevent Violence against Women, sur l'initiative d'apprentissage mondial Know Violence in Childhood, le partenariat de recherche inter-institutions de Compréhension du travail des enfants, sur Delta 8.7 (sur l'esclavage moderne) et sur les autres plateformes du savoir.
- Élaborer un programme de recherche commun sur l'accès à la justice.
- Établir les priorités de recherche en matière de gouvernance et d'inclusion par le biais du travail du Consortium de recherche sur l'impact du gouvernement ouvert, le Réseau de recherche MacArthur sur la gouvernance ouverte, la Plateforme des institutions efficaces et du grand défi des Pionniers concernant les inégalités et l'exclusion.
- Renforcer la capacité des pays vulnérables à aller vers des sociétés pacifiques, justes et inclusives.



Économie

La réalisation des cibles ODD pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives nécessite l'apport de financement de toutes les sources: nationales et internationales, publiques et privées.

Les arguments en faveur de l'investissement dans ODD16+ doivent être renforcés, en mettant l'accent sur les besoins des pays les plus vulnérables.

Nous avons de plus en plus de données fiables sur les coûts que représentent les échecs à freiner la violence, à investir dans la bonne gouvernance et l'état de droit, et à lutter contre l'exclusion et les inégalités.

Les coûts de l'immobilisme peuvent se compter en termes de vies perdues et de victimes, en termes de coûts économiques et en termes d'investissements diminués dans tous les objectifs de développement durable.

- Le coût global de la violence est estimé à 14,1 trillions de dollars, soit plus de 11.2 pour cent du PIB mondial.
- Les problèmes de justice non résolus coûtent aux pays entre 0,5 et 3 pour cent de leur PIB annuel en raison de la perte de revenu, des problèmes de santé et du coût de la réparation.
- Le coût de la corruption est estimé à 1,5-2 trillions de dollars, soit environ 2 pour cent du PIB, et le Fond monétaire international trouve des coûts économiques et sociaux beaucoup plus importants lorsque toutes les formes de corruption sont prises en compte.

Nous commençons seulement à peine à comprendre les coûts de mise en œuvre des cibles ODD16+ :

- **Accès à la justice.** Dans les pays à faible revenu, il en coûterait 20 dollars pour permettre à chaque personne d'avoir accès aux services de justice de base. Dans les pays à revenu intermédiaire, il en coûterait 64 dollars par personne et par an et dans les pays à revenu élevé, 190 dollars.
- **Enregistrement des naissances.** Les coûts de l'amélioration des systèmes d'enregistrement civil dans 73 pays sont estimés à 3,82 milliards de dollars (les coûts pour l'Inde et la Chine ne sont pas disponibles). L'écart de financement international est estimé à 2 milliards de dollars par an.
- **Violence contre les enfants.** Le partenariat mondial pour mettre fin à la violence contre les enfants a mis au point un modèle pour estimer les coûts liés à la

mise en œuvre des stratégies INSPIRE et celui-ci est mis en pratique dans ses pays pionniers.

Le financement pour la mise en œuvre des cibles ODD16+ est inadéquat:

- Selon l'Organisation mondiale de la santé, « la prévention de la violence n'a pas encore attiré de soutien politique et financier proportionnel à l'ampleur et à la gravité du problème ».
- Les donateurs ne consacrent que 0,65 \$ par enfant chaque année à la lutte contre la violence qui touche les enfants, soit 0,6 pour cent de l'aide publique totale au développement (APD).
- Selon l'OCDE, l'aide aux pays les plus vulnérables ressemble plus à de la « lutte contre l'incendie » plutôt qu'à de la prévention sur le long terme. Dans ces pays, seulement 4 pour cent de l'APD est alloué à des politiques légitimes, 3 pour cent à l'accès à la justice et 1,4 pour cent à l'établissement et au renforcement de la sécurité des personnes.

Afin de combler l'écart de financement, les gouvernements doivent réaffecter les ressources de lutte contre la crise à la prévention de la violence tout en augmentant les investissements dans la justice et l'inclusion, et réduire les pertes en ressources qu'engendre la corruption et les flux illicites.

Une gouvernance améliorée augmentera l'efficacité avec laquelle les ressources sont dépensées pour tous les ODD, tout en renforçant la mobilisation des ressources nationales.

Compte tenu de l'ambition des cibles ODD16+, il est nécessaire de mobiliser des financements à partir de multiples sources supplémentaires, y compris les finances publiques internationales, le secteur privé, les fondations et les sources de financement novatrices.



De meilleures connaissances sur les coûts de l'immobilisme et sur les bénéfices de l'action

- Renforcer les estimations concernant les coûts de la violence et de l'insécurité, de l'injustice et de l'exclusion et de la faiblesse de la gouvernance.
- Quantifier les avantages de l'investissement dans ODD16+ en termes de vies sauvées, d'amélioration de la santé et de l'éducation, d'augmentation des opportunités, de réduction des inégalités et de croissance économique.
- Rassembler les estimations dans un format adapté aux besoins des ministres des finances et des autres décideurs, en s'appuyant sur des modèles d'autres secteurs tels que le Stern Review on the Economics of Climate Change ou le cadre d'investissement pour atteindre les objectifs mondiaux en matière de nutrition.

Estimer les coûts de la mise en œuvre d'un nombre croissant d'actions catalytiques identifiées dans cette feuille de route

- Développer l'étude des investissements pour les actions catalytiques pour lesquelles il existe un consensus sur les stratégies de mise en œuvre fondées sur des données probantes (par exemple, les stratégies INSPIRE pour mettre fin à la violence contre les enfants).
- Évaluer les coûts de la mise en œuvre de ces stratégies dans les pays ayant des niveaux de ressources différents (comme cela a été fait pour l'enregistrement des naissances dans les Global Civil Registration and Vital Statistics: Scaling-up Investment Plan).
- Identifier les coûts unitaires (coût par bénéficiaire) pour les pays ayant différents niveaux de ressources. Dans la mesure du possible, calculer le rendement prévu des investissements.

Augmenter le financement des objectifs des ODD pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives

- Sensibiliser sur l'ampleur du déficit de financement pour les sociétés pacifiques, justes et inclusives, en mettant l'accent sur la nécessité d'augmenter considérablement l'investissement dans toutes les formes de prévention et d'accroître les ressources pour la justice et l'inclusion.
- Utiliser la feuille de route pour mobiliser les bailleurs de fonds (sans créer un fonds autonome), en créant des occasions pour qu'ils se réunissent et décident de stratégies pour financer différentes priorités qui figurent sur la feuille de route.
- Explorer les possibilités d'augmenter les financements venant du secteur privé et des fondations, et d'utiliser des formes de financement nouvelles et innovantes, en collaboration avec l'Innovation financière du Pacte mondial pour la plateforme d'action ODD et d'autres organismes.
- Élaborer un plan pour intensifier les investissements dans des sociétés pacifiques, justes et inclusives.

Apprendre et échanger

ODD16+ offre des opportunités pour de nouveaux types d'apprentissage et d'échange, mettant en évidence l'innovation partout où elle se trouve et renforçant les réseaux politiques et professionnels.

Une plus grande coopération entre les pays pionniers encouragera le partage des bons résultats et des bonnes pratiques.

Nous fournirons des leçons et des pratiques exemplaires au Forum politique de haut niveau, au Sommet sur les objectifs de développement durable et à d'autres réunions internationales et régionales, conformément à la mission du Forum de fournir une plateforme dynamique pour explorer les défis nouveaux et émergents.

Les gouvernements, les autorités locales, les entreprises, la société civile, les milieux universitaires et les fondations ont tous une contribution à apporter à l'apprentissage et à l'échange, tandis que les organisations internationales et régionales et les partenariats et réseaux multipartites constituent une plateforme pour mobiliser et partager des connaissances et de l'expertise.

Nous allons promouvoir la coopération entre les partenariats et les réseaux, compte tenu de la nécessité d'une plus grande intégration entre les objectifs pour la paix, la justice et l'inclusion.

Les plateformes de connaissances et les hubs fourniront aux décideurs des informations dans un format qui améliore la prise de décision et encouragera le passage à l'action.

Les Pionniers agit en tant que coordinateurs d'un petit nombre de « grands défis » qui définiront un programme de politiques et d'apprentissage tout en suscitant l'ambition et la volonté politique.

Les grands défis nous aident à continuer de développer la vision qui sous-tend la feuille de route.

■ **Comment pouvons-nous réduire de moitié la violence dans le monde ?**

L'ODD16.1 promet d'aboutir à des diminutions significatives de toutes les formes de violence. Nous rassemblons toutes les disciplines et tous les secteurs pour explorer comment une réduction durable de la violence peut être mise en œuvre et financée, en créant un programme d'action pour les décideurs de tous les pays.

■ **Comment pouvons-nous donner accès à la justice pour tous ?**

L'Agenda 2030 promet d'apporter la justice à plus de 5 milliards de personnes qui n'ont actuellement pas accès à la justice. Le Groupe de travail des Pionniers sur la justice a formulé une série de recommandations pour une action nationale et internationale visant à combler cette lacune en matière de justice.

■ **Comment pouvons-nous lutter contre les inégalités et l'exclusion ?**

Les ODD16+ définit des objectifs ambitieux pour la construction de sociétés plus équitables et inclusives, y compris l'établissement d'un lien entre les deux. Ce grand défi vise à inverser l'inégalité croissante des revenus et de la richesse, l'exclusion des groupes, les inégalités entre hommes et femmes, tout en améliorant l'inclusion politique et la solidarité.



Intensifier la coopération entre les pays Pionniers, en mettant en avant les succès et le leadership

- Utiliser la feuille de route ODD16+ pour informer sur l'élaboration de stratégies et de plans pour la paix, la justice et l'inclusion aux niveaux national, régional et mondial.
- Se concentrer sur les pays qui risquent le plus d'être laissés pour compte, dans le but de soutenir la mise en œuvre dans ces pays et d'accroître l'apprentissage sur la manière d'accélérer les progrès lorsque les capacités et les financements sont limités.
- Montrer des modèles innovants et des bonnes pratiques nationales dans les pays pionniers, renforcer les partenariats entre les pays et développer l'apprentissage nord-sud, sud-sud et sud-nord.

Renforcer les réseaux universels et les plateformes pour l'apprentissage

- Garantir que les plateformes de données officielles, telles que la base de données sur les indicateurs ODD globaux et les plateformes complémentaires, telles que l'Initiative pour les données ODD16, servent à suivre et à encourager les progrès réalisés sur les cibles ODD16.
- Utiliser les plateformes de connaissances existantes et nouvelles plateformes, telles que la plateforme mondiale de connaissances pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes ou Delta 8.7 sur l'esclavage moderne, pour accroître l'accessibilité des données sur les sociétés pacifiques, justes et inclusives.
- Explorer le potentiel de nouvelles approches pour synthétiser et communiquer des connaissances et des preuves aux décideurs et aux bailleurs de fonds afin de transformer ces preuves en actions.
- Renforcer la capacité des réseaux professionnels qui ont le plus grand potentiel pour accélérer les progrès en matière de paix, de justice et d'inclusion.

Signaler les progrès et révéler les succès dans l'avènement de sociétés pacifiques, justes et inclusives

- Par le biais de l'Alliance mondiale pour la communication des progrès réalisés dans les sociétés pacifiques, justes et inclusive, renforcer les rapports sur les cibles ODD16+.
- Augmenter le nombre de pays qui soumettent des rapports volontaires au Forum politique de haut niveau.
- Convoquer des partenariats multipartites travaillant à la mise en œuvre de l'un des aspects des ODD16+, dans le but d'aligner les stratégies et d'exploiter les synergies.
- Contribuer au rapport quadriennal mondial sur le développement durable en 2023, tout en veillant à ce que les autres grands rapports sur les ODD explorent pleinement les défis liés à la mise en œuvre des ODD16+.
- Soutenir le Forum 16+ en tant que réunion mondiale pour la communauté qui travaille sur la paix, la justice et l'inclusion, et utiliser d'autres grands forums et événements pour mener un débat mondial sur la mise en œuvre des cibles pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives.

Utiliser des « grands défis » de haut niveau en tant qu'axes d'apprentissage et moteurs des ambitions

- Construire un mouvement pour réduire de moitié la violence dans le monde.
- Sur la base des recommandations du Groupe de travail sur la justice, obtenir des engagements crédibles et ambitieux concernant le cible ODD16.3, soutenus par une alliance de partenaires mondiaux et régionaux de la justice et un mouvement au service de la justice pour tous.
- Mobiliser « les champions du changement » des pays et les partenaires de la société civile pour soutenir les progrès pratiques et politiquement viables en matière d'inégalité et d'exclusion.



Communication, promotion et construction de mouvement

Une promotion et des communications efficaces créeront le mouvement pour mettre en œuvre des ODD16+, mais renforceront aussi les normes et les valeurs qui sous-tendent la paix, la justice et l'inclusion.

Un leadership politique est nécessaire pour faire valoir que la violence peut être évitée et que la tendance à la polarisation, à la méfiance et à l'injustice peut être inversée.

Les dirigeants de tous les secteurs doivent s'engager à travailler ensemble et s'engager dans les politiques, programmes et investissements nécessaires pour concrétiser les cibles ODD16+.

L'universalité de l'Agenda 2030 offre l'occasion de construire un mouvement multipartite pour la paix, la justice et l'inclusion :

- Nous pouvons exploiter **les campagnes existantes** pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes, la violence à l'égard des enfants, le travail des enfants, le mariage des enfants, les mutilations génitales féminines et l'esclavage moderne.
- La campagne **Justice pour tous** plaide en faveur d'un soutien accru à la justice de base et d'une meilleure protection des défenseurs de la justice.
- Les Anciens ont lancé un programme de quatre ans qui vise à **assurer l'accès à la justice** aux personnes et aux collectivités les plus vulnérables, en mettant l'accent sur l'accès à la justice comme moyen crucial de lutter contre la violence faite aux femmes.
- Oxfam, CIVICUS, Confédération syndicale internationale (CSI), La Fight Inequality Alliance et d'autres organisations et alliances de la société civile font campagne pour **réduire les inégalités et promouvoir l'inclusion**.
- **L'exposition de la corruption** amène de plus en plus de gens dans la rue, reflétant la colère généralisée face à l'échec de la gouvernance et de la manipulation des institutions par les élites.

Les « grands défis » décrits dans le cadre du catalyseur « apprentissage et échange » permettront de favoriser la promotion et la construction de mouvement.

Les professionnels possédant des compétences en matière de promotion, de communication et de construction de réseaux sont nécessaires pour guider le mouvement pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives.

Les enfants et les jeunes doivent jouer un rôle central dans la divulgation et dans la campagne, et les objectifs de développement durable devront pour cela leur fournir une plateforme pour travailler ensemble pour un monde meilleur.

Les femmes et les hommes ont un rôle important à jouer dans la prévention de la violence et dans la lutte contre les attitudes et les comportements qui nuisent à des sociétés pacifiques.

Le mouvement pour la paix, la justice et l'inclusion doit également écouter et se laisser guider par les survivants de la violence et de l'injustice, et les personnes les plus défavorisées.



Augmenter le leadership politique pour la paix, la justice et l'inclusion

- Utilisez la feuille de route pour faire valoir l'action accélérée sur les ODD16+, en catalysant un débat international sur la façon dont tous les pays peuvent atteindre les objectifs.
- Élaborer un récit pour la paix, la justice et l'inclusion qui met l'accent sur les solutions et le potentiel de changement positif.
- Mettre en évidence les succès des pionniers ODD16+, en démontrant ce qui peut être atteint grâce à des politiques et des programmes pertinents.
- Créer un réseau de défenseurs politiques pour la mise en œuvre des ODD16+ et utiliser des événements de haut niveau pour renforcer le soutien international, tout en promouvant le travail des défenseurs pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives aux niveaux nationaux et locaux.
- Plaider pour les investissements nécessaires pour assurer la paix, la justice et l'inclusion, en mobilisant des financements supplémentaires de la part de toutes les sources.

Un mouvement pour la justice pour tous

- Contribuer aux objectifs de la campagne Justice pour tous de financer et de protéger les défenseurs de la justice au niveau local.
- Appuyer le travail des Anciens alors qu'ils font campagne pour des systèmes de justice réceptifs, innovateurs, inclusifs, axés sur les personnes et respectueux des droits de la personne.
- Rechercher un soutien plus large à la campagne en faveur de la justice pour tous, en dehors du secteur traditionnel.
- Tirer parti des campagnes mondiales et nationales existantes qui favorisent et protègent les droits de l'homme, ou qui s'attaquent à la corruption, aux flux illicites ou à d'autres injustices.

Un mouvement pour promouvoir l'égalité et l'inclusion

- Soutenir les champions gouvernementaux pour la promotion de l'égalité et de l'inclusion
- Collaborez avec Oxfam, CIVICUS, la Confédération syndicale internationale (CSI), l'Alliance Fight Inequality et d'autres militants afin de susciter l'adhésion du public à des politiques qui s'attaqueront aux inégalités et favoriseront l'inclusion.
- Donner aux individus les moyens de devenir des acteurs du changement et promouvoir des modèles pour que les sociétés puissent s'appuyer sur les connaissances, les idées et les énergies de leurs citoyens.
- Protéger et renforcer l'espace civique pour l'engagement en faveur de la consolidation de la paix, de la justice et de l'inclusion.

Un mouvement pour des sociétés pacifiques

- Appeler les gouvernements, les organisations internationales, la société civile et le secteur privé à travailler ensemble pour réduire rapidement la violence.
- Augmenter le nombre de pays qui ont fixé des objectifs pour réduire les homicides et qui mettent en œuvre des politiques et des programmes qui visent les communautés les plus touchées.
- Tirer parti des campagnes mondiales et nationales existantes visant à mettre fin à la violence à l'égard des femmes et des enfants.
- Développer et renforcer les campagnes visant à mettre fin au mariage des enfants, aux mutilations génitales féminines, au travail des enfants, à l'utilisation d'enfants soldats, à l'esclavage moderne et à la traite des êtres humains, et qui protègent les droits des migrants, des réfugiés et des personnes déplacées à l'intérieur des pays.





Action pour l'ODD16+

Dans le programme 2030, tous les pays se sont engagés à prendre des mesures « **audacieuses et transformatrices** » pour qu'urgemment le monde s'engage sur une voie de résilience durable.

Les cibles de l'ODD16+ exigent une action urgente, compte tenu de l'ampleur de la violence, de l'insécurité, de l'injustice, de la mauvaise gouvernance, des inégalités et de l'exclusion. Mais la feuille de route démontre que le **changement est possible**, lorsque les politiques et programmes appropriés disposent d'un financement adéquat et sont soutenus par les gouvernements et les partenaires de tous les secteurs.

Les quatre premières années du Programme 2030 ont montré un engagement croissant en faveur de la mise en œuvre de l'ODD16+. Les pays de **toutes les régions et de tous les groupes de revenus** ont promu la paix, la justice et l'inclusion, conformément à l'universalité des ODD. Ils ont également reconnu les besoins des plus vulnérables et le rôle des mesures prises dans le cadre de l'ODD16+ pour **atteindre ceux qui ont le plus de retard en premier**.

Les efforts nationaux ont été soutenus par **des partenariats multipartites** qui aident à « mobiliser et partager les connaissances, l'expertise, les technologies et les ressources financières, afin de soutenir la réalisation des objectifs de développement durable dans tous les pays ».

Ce chapitre de la feuille de route fournit des exemples **du travail des pays pionniers** et un profil de certains des nombreux **partenariats et plates-formes de l'ODD16+**.

L'Action Nationale



Afghanistan : renforcer la participation des femmes à l'avenir du pays



Allemagne : maîtrise des armes légères et de petit calibre



Argentine : Accès à la justice pour tous



Canada : respect de la diversité et protection des droits



République centrafricaine : Maintien de la paix



Colombie : renforcer la justice locale



République de Corée : Donner aux citoyens les moyens de s'engager dans la budgétisation



Éthiopie : engagement pour l'égalité et l'inclusion



Géorgie : élaboration de politiques participatives



Ghana : Conseil national de la paix



Guatemala : villes sûres pour les femmes et les filles



Indonésie : un système de prestations favorisant l'inclusion



Libéria : enregistrement de naissance universel



Liechtenstein : lutter contre les flux financiers illicites



Mexique : lutter contre la corruption et les flux illicites



Pays-Bas : des juges qui répondent aux besoins juridiques des personnes



Qatar : centre d'excellence pour la lutte contre la corruption



Royaume-Uni : lutte contre la corruption



Rwanda : réformes foncières favorisant l'égalité des sexes



Sierra Leone : rendre la justice à la population



Somalie : la protection sociale pour accroître la résilience



Sri Lanka : résoudre la crise par des moyens constitutionnels



Suède : promouvoir la paix et l'inclusion



Suisse : restitution des avoirs volés aux pays en développement



République Tchèque : les citoyens en tant que décideurs



Timor-Leste : favoriser la paix et l'inclusion



Tunisie : promouvoir des institutions inclusives et l'égalité des genres



Uruguay : soutien aux victimes de la traite des êtres humains

Afghanistan : renforcer la participation des femmes à l'avenir du pays

Sous le régime taliban en Afghanistan, les femmes étaient complètement marginalisées. Depuis son arrivée au pouvoir en 2014, le gouvernement d'union nationale a donné la priorité à l'inclusion des femmes dans les institutions gouvernementales.

Les politiques visant à accroître la participation des femmes au gouvernement se sont révélées extrêmement efficaces. Par exemple, la Commission indépendante de la réforme administrative et de la fonction publique a accru la participation des femmes à la fonction publique de 5 % en 2017 à 27 % en 2018.

Dans le secteur de la justice, les nouvelles politiques du ministère public ont augmenté la participation des femmes de 3 % en 2016 à 21 % en 2019. En 2018, les deux tiers des 1 500 personnes embauchées par le bureau étaient des femmes, dont 510 procureurs et 514 membres du personnel administratif. Le bureau a également mis en place un sous-procureur général chargé de l'élimination de la violence à l'égard des femmes, de la violence juvénile et de la protection des droits de l'homme.

Les femmes ont également participé au processus de paix en Afghanistan, elles représentent trente pour cent des personnes ayant assisté à la Jirga consultative de 2019. Cette dernière a abouti à l'inclusion des droits des femmes dans une déclaration de principes clés pour les pourparlers de paix avec les Talibans. Sur la base d'une des recommandations de la Jirga, le gouvernement a mis en place une équipe de négociation composée de 50 membres pour ces pourparlers de paix, qui comprend une forte représentation féminines.

Allemagne : maîtrise des armes légères et de petit calibre

Les armes légères et de petit calibre posent des risques de sécurité importants aux populations du monde entier. Leur utilisation illicite dans les zones de conflit, les zones urbaines et au sein des ménages fait obstacle à la réduction du nombre des victimes de morts violentes, première cible de l'ODD16. La présence d'armes légères et de petites calibre aggrave également les violences sexuelles et sexistes. La présence d'armes légères et de petites calibres accroissent les cas de violence sexuelle et sexiste.

Une participation significative des femmes à la maîtrise des armements et au désarmement contribuera à la réalisation de l'ODD5 et du programme d'action d'ONU Femmes, Paix et Sécurité, qui s'engagent tous deux à assurer la pleine participation des femmes à la prise de décision. Cependant à l'heure actuelle, leur rôle n'est pas suffisamment pris en compte et aucune feuille de route n'a été mise au point pour faciliter une participation efficace.

En coopération avec des partenaires du monde entier, l'Allemagne entend intégrer une perspective de genre dans tous les processus régionaux de maîtrise de ces types d'armes. Par exemple, elle parraine une feuille de route régionale et des plans d'action nationaux élaborés par six partenaires des Balkans occidentaux, qui accordent une importance particulière à la promotion de l'égalité des sexes et ont été élaborés à partir d'une analyse spécifique à la maîtrise de la circulation d'armes légères.

Les enseignements tirés dans les Balkans occidentaux éclaireront d'autres initiatives régionales de maîtrise d'armements soutenus par l'Allemagne.

Argentine : Accès à la justice pour tous

Le Gouvernement argentin estime que la justice est le chaînon manquant des efforts déployés pour vaincre la pauvreté et atteindre les objectifs de développement durable. Il s'est fermement engagé à rendre justice pour tous et surtout pour ceux qui ont été marginalisée par elle, dans le passé.

Un réseau de plus de 90 centres d'accès à la justice a été mis en place à travers le pays, la plupart d'entre eux dans des communautés défavorisées. Ces centres fournissent des services juridiques et communautaires complets, par des équipes d'avocats, de psychologues, de travailleurs sociaux et de médiateurs communautaires. Ils résolvent des milliers de problèmes de justice chaque année.

S'appuyant sur ces efforts visant à rapprocher la justice des personnes, l'Argentine s'est efforcée d'ouvrir le système de justice à une plus grande participation dans le cadre de son initiative Justicia 2020. Le programme Open Justice utilise des outils de données ouverts pour renforcer l'accès à l'information au public, améliorer la transparence, la responsabilisation et l'élargissement de la participation à la prestation de la justice.

Le portail en ligne du gouvernement ; est l'une des premières plates-formes d'Amérique latine à offrir un accès gratuit et public à des données judiciaires, tandis que celle de son ministère de la Justice offre un espace où les citoyens peuvent faire des propositions, partager des idées et s'informer sur les projets en cours pour l'améliorer du système de justice.

Canada : respect de la diversité et protection des droits

Au cours des 60 dernières années, le Canada a adopté des politiques fondamentales reposant sur la conviction qu'une société juste doit être une société inclusive pour la diversité et la protection des droits pour tous. Sa constitution de 1982 contient une Charte des droits et libertés qui reconnaît aussi bien les droits des peuples autochtones que la dualité linguistique du pays ainsi que son caractère multiculturel. Sur la base de ce cadre institutionnel, les Canadiens continuent de travailler pour bâtir une société plus inclusive.

En réponse à un rapport d'un comité parlementaire fédéral de 2018 intitulé « Agir contre le racisme systémique et la discrimination religieuse, y compris l'islamophobie » et suite à sa comparution devant le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, le gouvernement fédéral a alloué 45 millions de dollars à une nouvelle politique intitulée « Bâtir une fondation pour le Changement : la stratégie contre le racisme du Canada 2019-2022 ». Elle a été développée avec la participation de tous les Canadiens, surtout ceux ayant subi le racisme et la discrimination. Des séances de mobilisation ont été organisées en partenariat avec des groupes communautaires et des peuples autochtones, notamment les Premières nations, les Métis et les Inuits. Et pour finir tous les Canadiens ont été invités à participer à un sondage en ligne.

L'approche fédérale renouvelée pour lutter contre le racisme et la discrimination comprendra un nouveau programme d'action contre le racisme destiné à financer des initiatives locales, régionales et nationales liées à l'emploi, à la participation sociale et à la justice. Une campagne nationale d'éducation et de sensibilisation permettra au public de mieux comprendre les racines historiques du racisme. Les éléments précités parmi tant d'autres ont pour but de permettre une participation égale et active des peuples autochtones, des communautés radicalisées et des minorités religieuses à la société Canadienne.

République centrafricaine : Maintien de la paix

La République centrafricaine en est à sa troisième année d'application du Plan de redressement et de consolidation de la paix 2017-2021. Bien que le pays connaisse encore des conflits, son gouvernement déploie des efforts pour progresser vers une paix et un redressement durable.

Le plan vise : la réduction de l'instabilité et la prévention contre les violences, la mise en place des institutions efficaces, la promotion de l'état de droit et l'accès à la justice, l'amélioration des fonctionnements des services publics, la réduction des inégalités et la création des conditions nécessaires à un développement durable. Il est aligné sur les objectifs de l'ODD16+ et est fortement soutenu par la communauté internationale qui fait partie aussi des donateurs.

Le plan a déjà eu un impact positif. La scolarisation dans le primaire a augmenté pour les garçons et les filles. Une croissance du PIB d'au moins 4 % a été réalisée au cours des quatre dernières années. Les envois de fonds en provenance de l'étranger ont plus que triplé depuis 2015. La proportion de prisonniers en attente de jugement est passée de 90 % en 2015 à 73 % en 2018.

Le gouvernement a mis en place des groupes de travail nationaux chargés de poursuivre la mise en œuvre du plan, notamment un groupe au sein du gouvernement travaillant spécifiquement sur l'ODD16. La signature de l'accord de paix et de réconciliation avec tous les groupes armés en février dernier, offre des perspectives pour l'accélération des progrès et le dressement du pays.

Colombie : renforcer la justice locale

La Colombie est confrontée à des défis liés à la consolidation de la paix, au maintien de la paix et à la prévention contre la reprise des violences. Dans ce contexte, la présence effective de l'État dans tout le pays est cruciale.

Le gouvernement national s'est engagé à mettre en œuvre l'ODD16+ en tant qu'accélérateur pour la réalisation du Programme 2030. Cela est démontré dans le Plan de développement national récemment adopté (2018-2022). Ce dernier vise un renforcement du système de justice et du respect de l'état de droit, focalisée particulièrement sur les besoins locaux et ruraux.

La composante locale du plan vise à fournir une prestation de justice adaptée aux communautés locales. Cette stratégie s'appuie sur le programme relatif aux systèmes de justice locaux, qui a été mis au point avec l'aide financière et technique du PNUD.

Le programme a contribué à renforcer la justice locale dans plus de 10 % des municipalités du pays au cours des dix dernières années. Il a permis aux municipalités d'améliorer la coordination entre les institutions locales, y compris les maires, les juges, les procureurs, les inspecteurs de police ainsi qu'avec les services des solutions alternatives de règlement des litiges. Le programme déploie des services permanents, mobiles et virtuels, ainsi que des facilitateurs locaux ayant une forte portée communautaire.

Il a amélioré l'accès à la justice pour plus de 2 millions de personnes dans certaines des régions les plus touchées par la violence en Colombie.



République de Corée : Donner aux citoyens les moyens de s'engager dans la budgétisation

La Corée reconnaît que l'ODD16+ est un facteur facilitant la réalisation du Programme 2030. Il est convaincu que des sociétés pacifiques, justes et inclusives, reposant sur des institutions solides, sont la base du développement durable et que l'autonomisation des personnes est un atout essentiel pour ces sociétés.

La loi coréenne sur les finances nationales reconnaît qu'il est important de promouvoir la transparence et de permettre aux citoyens de participer au processus budgétaire. En 2018, afin de responsabiliser les personnes en tant qu'agents de changement, il a introduit la budgétisation participative au niveau national. Cela s'appuie sur la budgétisation participative au niveau sous-national qui est obligatoire depuis 2011.

La budgétisation participative permet aux citoyens de s'engager directement dans le processus de définition des priorités, de proposition de budget et de révision de la mise en œuvre. En outre, un centre de rapports sur les déchets budgétaires permet aux membres du public de faire part de leurs préoccupations concernant la manière dont les fonds sont dépensés.

Le programme s'appuie sur des outils de communication et d'éducation visant à renforcer la participation du public. Ceux-ci incluent des sites Web de budgétisation participative, des réunions communautaires, des auditions publiques et des programmes d'éducation dans les communautés.

Les efforts se poursuivent pour renforcer la qualité du processus de budgétisation participative et faire en sorte que les programmes gouvernementaux à tous les niveaux répondent davantage aux besoins de la population. Un comité d'experts a été mis en place pour examiner les programmes de budgétisation participative infranationaux, tandis que le renforcement des capacités des citoyens ruraux et des fonctionnaires contribue à accroître le niveau de participation.



Éthiopie : engagement pour l'égalité et l'inclusion

L'Éthiopie a enregistré des progrès exceptionnellement rapides en matière de croissance et de réduction de pauvreté au cours de la période des objectifs du Millénaire pour le développement et du début du Programme 2030, qui cependant n'ont pas eu le même effet sur la vie de tous les habitants.

Il a par la suite ouvert un espace pour la participation et la responsabilisation démocratiques, l'amélioration des droits de l'homme, la garantie de la parité hommes-femmes au sein du gouvernement. Il s'est également engagé à assurer la paix et la stabilité dans la région au sens large (y compris dans l'accueil des).

En développant actuellement un nouveau cadre de planification nationale, le gouvernement s'attend à faire de l'unité, de l'égalité et de l'inclusion le fondement du prochain plan de développement.

Cela inclura la réduction des inégalités spatiales dans les investissements socio-économiques et la prestation de services pour garantir le bénéfice de tous à la croissance. Et cela par un renforcement du rôle du secteur privé et des partenariats public-privé dans la réalisation des ODD, celui des institutions inclusives mais également dans l'investissement au sein des formations professionnelles, sans oublier le développement des petites entreprises et des coopératives ainsi que la création d'emplois pour les jeunes.



Géorgie : élaboration de politiques participatives

La Géorgie s'est engagée à mettre en œuvre l'ODD16+ au niveau local en renforçant les institutions publiques et en utilisant les instruments de politique nationale pour favoriser la responsabilisation et la démocratie directe. La gouvernance électronique est l'un des outils centraux de ces efforts. Ils assurent également la transparence et luttent contre la corruption, qui est une priorité pour le gouvernement géorgien.

L'initiative de la Géorgie permet l'amélioration dans l'accès aux services électroniques pour les citoyens et les entreprises. Des plateformes budgétaires ouvertes ont été établies dans un certain nombre de municipalités, permettant ainsi aux géorgiens de participer à l'établissement des budgets locaux.

À l'échelle nationale a été mis au point un système de suivi budgétaire par le Bureau de contrôle de l'État géorgien, pour la surveillance public des dépenses, l'aide à l'identification des cas de corruption et l'allouage des fonds publics aux services de leurs choix.

Des plans sont en cours pour utiliser les technologies de gouvernance électronique afin de rationaliser les processus d'enregistrement foncier et de faciliter une interaction plus fluide entre les citoyens et l'État.

Ghana : Conseil national de la paix

Les gouvernements successifs au Ghana se sont engagés à renforcer le processus démocratique en faisant appel à un large éventail de parties prenantes pour garantir des élections pacifiques et réduire les tensions politiques. Le Conseil national et régional de la paix ont joué un rôle important dans chaque cycle électoral et déterminant dans le règlement des différends endroits où les risques de violence et d'insécurité sont élevés.

Récemment, le Conseil national de la paix a contribué à mettre fin à un conflit communautaire à Dagbon, en partenariat avec le Comité des éminents chefs et avec la pleine participation des organisations de la société civile. Les organismes religieux du Ghana ont également joué pleinement leur rôle au sein du Conseil national de la paix, marquant une évolution vers un engagement positif entre tous les groupes religieux. Le chef national des Imams du Ghana a participé à un service de l'église catholique organisé pour son centième anniversaire après lequel les représentants Chrétiens se sont rendu à son domicile en visite.

À l'avenir, le Ghana entend utiliser la force de son infrastructure de paix pour relever les défis en matière préventive, en favorisant l'inclusion politique et en évitant les tensions et conflits sociaux. Pour les prochaines élections en 2020, le Conseil national dans rôle de médiateur encourage un dialogue entre les deux principaux partis politiques, pour démanteler et empêcher l'utilisation de groupes d'autodéfense politiques.

Le gouvernement met également en œuvre des politiques visant à promouvoir la justice, l'inclusion et la lutte contre les inégalités. Il s'est engagé à réformer le secteur de la justice, à promouvoir le droit à l'information, à fournir des logements à moindre coût, à élargir l'accès à la santé, à l'éducation ainsi que l'accès à d'autres services pour une croissance inclusive.

Guatemala : villes sûres pour les femmes et les filles

En janvier 2016, la ville de Guatemala a lancé son programme Ville sécurisée et espaces publics sûrs, en partenariat avec le bureau du maire, des femmes de la base, le gouvernement espagnol, des agences de l'ONU et d'autres partenaires. Le programme préconise une approche intégrée pour des villes et des espaces publics sûrs, durable et responsabilisant les femmes et les filles.

Les consultations avec les femmes et les filles ont porté sur les défis spécifiques auxquels font face des groupes d'âges et d'origines ethniques différents, ainsi que des personnes handicapées. Travaillant aux côtés d'organisations de la société civile, plus de 250 femmes et filles ont identifié des zones de grande insécurité et contribué à la conception de mesures aux niveaux municipal et national.

Les mécanismes de lutte contre la violence et la discrimination varie d'un outil Web pour la suivie des cas de violence dans les espaces publics au coordination national multipartite pour la prévention de la violence domestique contre les femmes.

La première politique et plan municipal pour le développement intégral des femmes, 2018-2027, devrait être adopté cette année et le Code pénal du Guatemala est en cours de révision pour pénaliser le harcèlement sexuel.

Indonésie : un système de prestations favorisant l'inclusion

L'Indonésie a déployé des efforts concertés pour promouvoir l'inclusion et réduire les inégalités dans le cadre de son engagement en faveur de l'ODD16+ en tant que facteur permettant de « responsabiliser les citoyens et de garantir l'inclusion et l'égalité » dans le pays. Le gouvernement a mis à l'essai des approches novatrices en matière d'inclusion, assorties d'une combinaison d'avantages ciblés et universels, qui atteignent les plus démunis et les engagent dans le processus de développement.

Le régime national d'assurance maladie, Jaminan Kesehatan Nasional, est un programme universel. Il consiste en une subvention par le gouvernement de la prime, entièrement, à hauteur de 40 % pour les plus pauvres sein de la population. Les inscriptions à ce programme ont presque triplé entre 2014 et 2019, faisant de l'Indonésie l'un des plus grands administrateurs de la santé au monde. D'ici la fin de l'année, 95 % de la population sera inscrite au fur et à mesure que le pays progressera vers la couverture sanitaire universelle.

Afin de promouvoir la redistribution, les subventions sur les carburants régressives ont été remplacées par des programmes de protection sociale ciblés, notamment des transferts monétaires conditionnels qui donnent plus de moyens d'action à leurs bénéficiaires. Les investissements sociaux atteignent les communautés les plus pauvres par le biais de l'initiative de la loi villageoise, renforçant ainsi le pouvoir économique, social et politique des citoyens en leur donnant la responsabilité de gérer les fonds directement par le biais des conseils communautaires.

D'autres programmes ciblent les groupes vulnérables. Le programme Peduli promeut l'inclusion sociale des enfants et des jeunes vulnérables, des communautés autochtones isolées tributaires des ressources naturelles, des minorités religieuses discriminées, des victimes de violations flagrantes des droits de l'homme, des personnes transgenres et des personnes handicapées. En partenariat avec la société civile, il a été étendu à 75 districts et sous-districts dans 21 provinces.

Libéria : enregistrement de naissance universel

L'engagement du Libéria en faveur du développement durable se reflète dans son programme en faveur des pauvres pour la prospérité et le développement (2018-2023). Dans le cadre duquel, le gouvernement vise à garantir l'accès à tous les citoyens aux besoins essentiels tels que des soins de santé abordables et de qualité ainsi qu'une bonne éducation et une protection sociale.

Pour atteindre ces objectifs, les données d'enregistrement civil doivent être développées. Suite à la période de guerre civile, très peu d'enfants du Libéria ont leurs naissances enregistrées. Le ministère de la Santé et des Affaires sociales, avec le soutien de la communauté internationale, veut porter l'enregistrement des naissances à 90 % par le programme d'enregistrement universel des naissances.

Le programme facilite l'inscription des parents et leur explique les avantages que cela a pour leurs enfants. Tous les certificats de naissance sont gratuits, tandis que la technologie mobile permet aux équipes itinérantes d'atteindre les communautés isolées. Des efforts sont également déployés pour l'enregistrement des enfants plus âgés n'ayant pas été enregistrés dans les mois suivant leur naissance.

Au cours des prochaines années, les systèmes d'enregistrement décentralisés viseront à toucher toutes les couches de la population. Sous la direction du Bureau of Vital Statistics, les bureaux d'enregistrement, les administrations locales, divers ministères et le secteur privé collaboreront pour atteindre l'objectif de 90 % d'enregistrement.

Liechtenstein : lutter contre les flux financiers illicites

Une société pacifique, juste et inclusive, régie par la loi, a été un facteur de réussite essentiel pour le Liechtenstein et demeure une priorité essentielle de sa politique étrangère.

Le Liechtenstein s'engage à protéger les droits de l'homme par la prévention et la lutte contre les flux financiers illicites. Fort de son expertise en tant que centre financier, il a mis en place l'Initiative du Liechtenstein pour une commission financière contre l'esclavage moderne et la traite des êtres humains. Ce partenariat public-privé vise à placer le secteur financier au cœur des efforts visant à mettre fin à l'esclavage moderne. Il s'agit d'un projet conjoint des gouvernements du Liechtenstein, de l'Australie et des Pays-Bas, avec le soutien de l'Université des Nations Unies.

Aujourd'hui, plus de 40 millions de personnes vivent encore dans des conditions assimilables à l'esclavage. La Commission explore des stratégies pour aider le secteur financier à prévenir et à lutter contre l'esclavage moderne et la traite d'êtres humains. Il rassemble un large éventail de parties prenantes et d'experts afin de développer des pratiques d'investissement et de prêt responsables ainsi que les mécanismes de surveillance et de conformité nécessaires pour lutter contre ces crimes.

La feuille de route de la Commission, définissant des outils pratiques pour les institutions financières, sera publiée en septembre 2019. Les décideurs, la société civile et les acteurs du secteur financier du monde entier seront ensuite impliqués dans sa mise en œuvre.

Mexique : lutter contre la corruption et les flux illicites

Le gouvernement mexicain met en œuvre une stratégie transversale pour lutter contre la corruption, les flux financiers et les armes illicites dans lequel jouent un rôle clé : les organisations internationales, régionales, multilatérales et la coopération internationale.

En 2019, à l'Organisation des États américains, le gouvernement a convoqué une réunion des présidents, des organismes directeurs et des secrétariats d'instruments, de mécanismes internationaux relatifs aux armes légères et de petit calibre. La réunion a examiné les stratégies et les synergies visant à prévenir et à combattre le trafic illicite dans le cadre de la mise en œuvre de l'ODD16.4.

En 2019 également, dans le cadre du groupe de travail du G20 sur la lutte contre la corruption, le Mexique a accueilli la première réunion d'instruments et de mécanismes internationaux et régionaux visant à prévenir et à combattre la corruption. La réunion a examiné les mécanismes de réalisation de l'ODD16.5, visant à réduire considérablement la corruption et les pots de vin sous toutes leurs formes.

Avec ce type d'initiatives, le Mexique reste fermement résolu à promouvoir les synergies entre les gouvernements, le secteur privé, les universités, la société civile et les secrétariats de traités, d'initiatives et de mécanismes internationaux de lutte contre la corruption, les flux financiers et les armes illicites.

Pays-Bas : des juges qui répondent aux besoins juridiques des personnes

En 2015, une enquête a révélé que la plupart des Néerlandais étaient confrontés à un ou plusieurs problèmes de justice sur une période de cinq ans. Bien que les Néerlandais aient une grande confiance dans le système de justice, 8 % n'ont pris aucune mesure pour résoudre leur problème et 47 % l'ont traité eux-mêmes, sans demander l'aide du système de justice.

Le pouvoir judiciaire travaille à adapter ses procédures pour permettre une plus grande accessibilité à la justice pour tous et surtout pour ceux qui ont été marginalisée par elle, dans le passé. En 2016, le Conseil néerlandais de la magistrature a lancé une initiative, Juger avec impact social, pour une administration de la justice plus efficace et plus adaptée aux besoins de la société.

Les personnes ont un accès informel à un juge pour discuter de leur problème de justice, évitant ainsi des exigences formelles telles que l'ouverture d'une procédure judiciaire ou le paiement d'une taxe. Le nouveau service a été bien accueilli pour sa rapidité, son faible coût et son approche plus personnelle du juge.

Les Pays-Bas sont également attachés à une action mondiale visant à placer les citoyens au cœur des systèmes de justice et à assurer un accès égal à la justice pour tous d'ici 2030. En tant que président du Groupe de travail sur la justice au côté de l'Argentine, de la Sierra Leone et The Elders (les anciens ?), il a élaboré un programme d'action dans le rapport Justice pour tous.

Qatar : centre d'excellence pour la lutte contre la corruption

Faisant preuve de sa détermination à lutter contre la corruption et à promouvoir une gouvernance transparente et responsable, le Qatar a créé le premier centre régional pour l'état de droit et la lutte contre la corruption en 2011, en partenariat avec les Nations Unies.

Le Centre a considérablement participé à la sensibilisation contre la corruption dans la région. Il sert de centre de formation sur la lutte contre la corruption et l'état de droit, d'échange d'expériences et de compétences par le biais de partenariats stratégiques et de renforcement des capacités institutionnelles nécessaires pour répondre aux normes internationales et aux besoins nationaux.

Depuis 2016, le Qatar a décerné le Prix d'excellence anticorruption de Son Altesse Cheikh Tamim bin Hamad Al Thani à des personnalités remarquables présentant des approches novatrices de la lutte contre la corruption dans le monde entier.

Le Centre a organisé des cours de formation à la lutte contre la corruption à l'intention de représentants des gouvernements, de ses propres ministères et d'autres pays, notamment la Gambie et la Palestine. En coopération avec l'Université du Sussex, il a également lancé un programme de maîtrise en corruption, droit et gouvernance, afin de doter les jeunes des connaissances, des compétences et des pratiques optimales pour lutter contre la corruption et concevoir des solutions.

Royaume-Uni : lutte contre la corruption

Au cours des dernières années, le Royaume-Uni a fait d'importants progrès dans la lutte contre la corruption et le financement illicite, en s'attachant particulièrement à réduire leurs effets néfastes sur les pays en développement.

Le Royaume-Uni est unique en ce qu'il utilise l'aide publique au développement pour financer l'application de la loi par le Royaume-Uni afin d'enquêter sur la corruption lorsque les liens du Royaume-Uni affectent les pays en développement. Trente personnes et sociétés ont été reconnues coupables d'infractions de corruption et près d'un milliard de dollars d'actifs volés à des pays en développement ont été restreints, récupérés ou restitués.

Le Royaume-Uni travaille avec des partenaires internationaux pour s'attaquer aux entreprises anonymes du monde entier qui permettent aux corrompus de cacher leurs avoirs volés. Le Royaume-Uni a ouvert la voie en matière de transparence de la propriété des sociétés en créant un registre national grâce auquel les sociétés doivent déclarer publiquement leurs bénéficiaires effectifs. Il prend également en charge un nouveau registre mondial des propriétaires ouverts qui répertorie les réels avoirs des sociétés du monde entier. Ce registre contient plus de 5 millions d'entrées.

En octobre 2018, le Royaume-Uni a lancé une campagne internationale visant à faire de la propriété effective transparente des sociétés une nouvelle norme mondiale d'ici 2023. Les Principes de divulgation concernant la transparence de la propriété effective ont été lancés lors du Sommet sur le partenariat pour un gouvernement ouvert en mai 2019. Le Royaume-Uni et ses partenaires encouragent les autres pays à adhérer aux principes.

Rwanda : réformes foncières favorisant l'égalité des sexes

Le Rwanda a intégré les objectifs de développement durable et le Programme 2063 pour l'Afrique dans sa vision nationale et sa stratégie nationale de transformation.

La prise en compte des femmes et l'égalité des sexes sont des principes transversaux pour toutes ses politiques, la représentation féminines à tous les niveaux du processus décisionnel telle que prévue par la constitution. Son parlement est le seul du monde a compté 61 % des femmes et son gouvernements ainsi que ses juridictions judiciaire, quant à elles ont un taux de 48% des femmes.

Cet engagement en faveur de l'égalité des sexes et de l'inclusion a façonné les réformes agraires du Rwanda. À cette fin, le gouvernement a promulgué une loi sur les terres qui prévoit une protection juridique et un accès égal à la propriété foncière et aux titres de propriété entre hommes et femmes.

Le nouveau registre foncier a fourni des titres à des millions de Rwandais, bénéficiant à la fois aux femmes et aux hommes. En 2016, 64 % des titres appartenaient à des femmes ou appartenaient à des hommes et à des femmes. Cela a considérablement amélioré l'autonomisation économique des femmes. Le gouvernement a automatisé le transfert des titres fonciers, démontrant ainsi son engagement en faveur d'une révolution numérique.

Sierra Leone : rendre la justice à la population

La Sierra Leone a été un pionnier en Afrique dans la promotion d'une justice centrée sur l'être humain. Le gouvernement du pays s'engage à rendre la justice pour tous, en s'attachant avant tout à atteindre les communautés vulnérables grâce à une justice formelle et non formelle. 215 000 personnes ont eu recours à la justice en 2018, contre 25 000 en 2015.

Pour lutter contre la criminalité, la police sierra-léonaise a mis en place une police de proximité qui implique les communautés et leurs dirigeants dans l'identification des points chauds de la criminalité et dans la collaboration pour prévenir les crimes. À l'échelle nationale, le taux des crimes signalés a diminué d'un quart de 2017 à 2018.

Afin de renforcer la confiance dans les institutions judiciaires, la Commission anti-corruption a été renforcée sous un nouveau leadership. En conséquence, il a récupéré des milliards de dollars de fonds volés et réduit l'impunité avec un taux 98 % des condamnations pour corruption.

Pour rapprocher la justice du peuple, le gouvernement soutient la formation des praticiens de l'autonomisation juridique à la base. Il a également renforcé les droits des personnes à accéder aux services et à être protégés des abus en mettant en place un système plus efficace d'enregistrement et de certification des naissances.

Le Plan de développement national à moyen terme 2019-2023 du gouvernement de la Sierra Leone s'engage à poursuivre ses efforts pour fournir aux citoyens un système de justice impartial, accessible et disponible pour tous, tout en réduisant le nombre élevé de détenus sans condamnation et en facilitant la demande de redressement par les entreprises.

Somalie : la protection sociale pour accroître la résilience

Dans le cadre de ses efforts pour la reconstruction du pays après plusieurs années difficiles et pour accroître sa résilience face aux futurs conflits et des crises, le gouvernement somalien a mené des consultations sur une nouvelle politique nationale de protection sociale.

Jusqu'à présent, les agences humanitaires et de développement avaient mis en œuvre leurs propres programmes de transfert, souvent de manière non coordonnée, entraînant des doubles emplois et des lacunes dans la couverture et limitant les progrès vers un système unifié de protection sociale.

La nouvelle politique définira une vision large de la protection sociale inclusive applicable aux prestataires étatiques et non étatiques. Initialement dirigé par le ministère des Affaires humanitaires et de la Gestion des catastrophes, ce processus est désormais perçu comme une responsabilité et une opportunité pour le gouvernement, avec une participation accrue des ministères du Travail, de la Parité des sexes et des Droits de l'Homme, entre autres.

En fixant des normes pour une fourniture efficace de l'assistance, le gouvernement vise à créer progressivement un système national unifié à partir des efforts existants et disparates d'organisations internationales et locales. Des consultations sont en cours aux niveaux fédéral et régional pour déterminer la meilleure manière d'utiliser les programmes et l'expérience des agences d'aide pour soutenir un système dirigé par le gouvernement.

Sri Lanka : résoudre la crise par des moyens constitutionnels

Élue en 2015, l'actuel gouvernement du Sri Lanka a été choisi pour son engagement d'établir un « Yahapalanaya » ou une bonne gouvernance.

Parmi les initiatives lancées par le gouvernement figurent le 19e amendement à la Constitution et la création du Conseil constitutionnel et des commissions indépendantes, la loi sur le droit à l'information, la loi sur la protection des victimes et des témoins, la criminalisation des disparitions forcées, la création de certificats d'absence par la législation, la création du Bureau des personnes disparues et le Bureau des réparations, en devenant partie au Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et en renforçant son engagement dans le système et les procédures de l'ONU.

La résolution pacifique de la crise survenue vers la fin de 2018, résolue par des moyens constitutionnels, a été un triomphe pour les institutions démocratiques du pays. Ceci est le résultat de l'indépendance et de l'impartialité du pouvoir judiciaire qui a été rendue possible par le 19e amendement à la Constitution. La mobilisation pacifique de la population témoigne de la démocratie, de l'état de droit et du non-retour de la violence dans le pays, ainsi que de la participation active de la société civile.

Suède : promouvoir la paix et l'inclusion

La Suède promeut des politiques pour une croissance plus inclusive et durable. Les Conseils de sécurité de l'emploi, le produit de conventions collectives dans divers secteurs fournissent aussi des services de soutien du revenu, de développement des compétences et de redéploiement à deux millions d'employés. En gérant les transitions et en promouvant une protection du travail inclusive, ils contribuent à l'adaptabilité et au dynamisme des entreprises et des secteurs, réduisant ainsi la résistance des syndicats à la restructuration et aux suppressions d'emplois.

Sur le plan international, la Suède s'est engagée en faveur d'une paix inclusive, en particulier des femmes et des jeunes. Elle privilégie depuis longtemps la prévention des conflits violents et la consolidation de la paix, ainsi que la médiation et le dialogue.

La Suède a le premier gouvernement féministe au monde. Dans le cadre de la politique étrangère féministe et de consolidation de la paix plus vaste de la Suède, le pays a lancé le réseau suédois de médiation pour les femmes relevant du ministère des Affaires étrangères en 2015. Le réseau a pour objectif de promouvoir des processus de paix inclusifs par la participation active et significative des femmes au processus de paix avant, pendant et après le conflit.

Suisse : restitution des avoirs volés aux pays en développement

Dans le cadre de son engagement envers les objectifs de développement durable, la Suisse est devenue un pionnier dans la récupération et la restitution des avoirs volés dans les pays en développement.

En 2016, elle a adopté un nouveau cadre législatif complet pour identifier, geler et restituer les avoirs volés. Les cinq piliers de ce cadre sont la prévention contre la corruption : les règles du type « Connaissez votre client », qui obligent les institutions financières suisses à faire preuve de diligence raisonnable à l'égard des clients et de leurs avoirs ; l'obligation pour les institutions financières de signaler les soupçons de corruption ; l'entraide judiciaire internationale pour aider les pays en développement dans les poursuites pénales ; et la restitution des avoirs acquis par corruption.

La démarche de la Suisse a été couronnée de succès. Sur les 5 milliards de dollars d'actifs illicites restitués aux pays en développement ces dernières années, plus de 2 milliards de dollars proviennent d'elle seule.

Pour accélérer les efforts internationaux visant à récupérer les avoirs volés, la Suisse a lancé le processus de Lausanne et co-héberge le processus d'Addis, réunissant des experts et des acteurs du secteur financier pour explorer des solutions et renforcer les réseaux. Le pays fait aussi bien partie de l'Initiative de recouvrement des avoirs volés de la Banque mondiale et de l'ONUDC que des principaux donateurs du Centre international de recouvrement des avoirs. Les deux aident les centres financiers et les pays en développement à prévenir la corruption et à restituer les avoirs volés.

République Tchèque : les citoyens en tant que décideurs

La République Tchèque par son cadre 2030, dispose d'un cadre stratégique pour le développement à long terme de la société tchèque par l'amélioration de la qualité de vie de ses habitants. Sa vision donne la priorité à la bonne gouvernance et favorise une structure de prise de décision résiliente, flexible et inclusive.

Les villes et les gouvernements régionaux tchèques encouragent la participation des citoyens à la prise de décision publique, en promouvant un sentiment d'appropriation de la gestion de la vie de la communauté, en améliorant la qualité de vie et en renforçant la durabilité et la rentabilité des services publics.

La ville de Kolín en Bohême centrale, par exemple, utilise un portail en ligne pour permettre à ses habitants d'alerter le maire des problèmes et de proposer de nouvelles idées pour améliorer la ville. Il concrétise également le concept de ville intelligente en utilisant la technologie pour les solutions de stationnement, la gestion des déchets et les cartes de paiement intelligentes conçues pour les écoliers.

S'appuyant sur son expérience, elle s'est engagée à soutenir d'autres pays tout au long de leur transition démocratique dans la mise en place d'institutions stables et démocratiques, du développement social et de la croissance économique inclusifs.

Timor-Leste : favoriser la paix et l'inclusion

La feuille de route des ODD du Timor-Leste s'aligne sur son plan de développement stratégique 2011-2030 et trace la voie de la transition vers la résilience d'ici 2030. Le gouvernement a créé la stabilité en favorisant la paix et l'inclusion politique par le partenariat et l'innovation.

La prévention des conflits est au cœur de ses objectifs. La Direction nationale de la prévention des conflits dans les communautés a mis en place un réseau de prévention et de résolution des conflits chargé de l'identification des risques de conflit sur l'ensemble du territoire.

Le réseau est le fruit d'un partenariat novateur entre les ministères, les autorités locales, la société civile et l'ONG Belun. Chaque mois, Belun fournit des données sur les indicateurs de conflit potentiel au réseau. En cas de tensions croissantes, la Direction transmet les informations au Conseil des ministères, qui charge le ministère compétent de traiter l'incident.

L'inclusion sociale et l'égalité sont également importantes pour la prévention. Le Timor-Leste a beaucoup progressé dans la promotion de l'autonomisation de la femme. Avec son quota dont l'objectif est qu'au moins un membre du parlement soit une femme, il affiche l'un des taux de représentation des femmes les plus élevés au monde. Le gouvernement soutient également le programme « 100 % Hau Prontu », qui encourage et prépare les femmes à la direction politique à tous les niveaux.

Tunisie : promouvoir des institutions inclusives et l'égalité des genres

Depuis la révolution de 2011, la Tunisie a réalisé une transition démocratique pacifique en prévenant les conflits, en promouvant la stabilité et en développant l'inclusion. Son engagement à réaliser les ODD est reflété dans le rapport La Tunisie que nous voulons 2016-2020.

Les progrès accomplis par le pays en matière de voix et de responsabilité sont extrêmement rapides car ils promeuvent la liberté d'expression, renforcent le déroulement des élections et renforcent la transparence des institutions de l'État.

Des progrès significatifs vers l'égalité des sexes ont également été réalisés, constituant un exemple pour la région. La loi sur la parité de 2011 obligeait les partis à avoir 50 % de femmes à l'Assemblée constituante et sur leurs listes électorales. En 2018, la constitution a été modifiée pour imposer une parité horizontale, avec un nombre égal d'hommes et de femmes sur les listes d'élections municipales à travers le pays.

La Tunisie a un pourcentage plus élevé de femmes à l'Assemblée nationale que le Royaume-Uni, la France ou les États-Unis. Depuis les récentes élections locales, 47 % des conseillers élus sont des femmes parmi laquelle 37 % ont moins de 35 ans, ces chiffres sont supérieurs à ceux des femmes conseillers locaux en Europe dont la moyenne est de 25 %.

Dernièrement, le cabinet tunisien a approuvé un projet de loi initié par le Président de la République pour assurer des droits égaux à l'héritage des hommes et des femmes. Si elle est approuvée par le parlement, elle sera une première dans le monde arabe. Le président a souligné que « les droits et les devoirs des hommes et des femmes tunisiens sont égaux et que l'État est déterminé à défendre les droits des femmes et s'efforce de les soutenir et de les développer ».

Uruguay : soutien aux victimes de la traite des êtres humains

L'accès à la justice est depuis des nombreuses années une caractéristique distinctive de la démocratie uruguayenne. Au cours des dernières années, l'une des priorités du pays en matière de justice a été d'accroître et d'améliorer l'aide apportée aux victimes de la traite des êtres humains.

L'unité d'aide aux victimes et aux témoins du bureau du procureur général de l'Uruguay adopte une approche globale. Il est composé d'avocats, de psychologues et de travailleurs sociaux. Les services sont adaptés aux cas individuels, sur la base d'une évaluation des risques réalisée par une équipe technique en collaboration avec le ministère de l'Intérieur et avec la victime.

Les services visent à aider les victimes, à répondre à leurs besoins psychosociaux et à réduire les dommages qu'elles ont subis, dans le cadre d'une enquête pénale visant à leur fournir un accès rapide à la justice.

Au cours du processus judiciaire, la victime présente son témoignage avant le procès à l'aide d'une caméra à circuit fermé. Cela évite une nouvelle victimisation en les protégeant de leurs trafiquants, leur déclaration servant de preuve tout au long du processus judiciaire.

Dans tous les cas, les victimes étrangères ont le même droit que les nationaux de participer à l'enquête et d'accéder aux services de protection fournis par l'État.



Partenariats et Plates-formes

Alliance 8.7

Un partenariat mondial pour l'éradication du travail forcé, de l'esclavage moderne, de la traite des êtres humains et du travail des enfants dans le monde entier.

Alliance mondiale pour la crise urbaine

L'alliance promeut une vision de villes et de villages inclusifs, sûrs, résilients et durables, telle que définie dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Alliance mondiale des institutions nationales des droits de l'homme

Une association internationale d'institutions nationales des droits de l'homme qui travaillent à renforcer les liens entre le Programme 2030, la Déclaration universelle des droits de l'homme et les traités internationaux relatifs aux droits de l'homme.

Alliance mondiale pour rendre compte des progrès réalisés dans les sociétés pacifiques, justes et inclusives

L'alliance rassemble les États membres, la société civile et le secteur privé pour soutenir des comptes rendus efficaces et utiles sur la réalisation de sociétés pacifiques, justes et inclusives.

CIVICUS

Une alliance mondiale d'organisations et de militants de la société civile voués au renforcement de l'action citoyenne et de la société civile à travers le monde.

Collaboratif de données sur la santé

Un effort commun de plusieurs partenaires mondiaux de la santé pour travailler aux côtés des pays afin d'améliorer les données sur la santé, notamment en renforçant les systèmes d'enregistrement des naissances, des décès et d'autres statistiques de l'état civil.

Comité d'aide au développement ADB/OECD

Les 31 pays membres de l'initiative ont élaboré conjointement le plan d'action anti-corruption pour l'Asie et le Pacifique et collaborent à sa mise en œuvre.

Communauté des démocraties

Une coalition intergouvernementale mondiale qui réunit les gouvernements, la société civile et le secteur privé pour soutenir les règles démocratiques et renforcer les normes et les institutions démocratiques à travers le monde.

Consortium d'assistance juridique internationale

Un réseau qui rassemble une vaste expertise et compétences juridiques du monde entier pour aider à reconstruire les systèmes de justice dans les pays en conflit, après un conflit ou en transition vers la paix et la démocratie.

Fonds d'égalité

Un fonds réunissant la communauté philanthropique et d'autres partenaires afin de trouver de nouveaux moyens d'investir dans la conduite des changements culturels, économiques et politiques nécessaires pour faire de l'égalité de genre à l'échelle mondiale une réalité.

Forum 16+

Une plateforme dédiée à l'ODD16+ et à la démonstration de l'impact de faire progresser les sociétés pacifiques, justes et inclusives dans les politiques et les pratiques à tous les niveaux et pour une large communauté de parties prenantes.

g7+

Une association volontaire de pays qui sont ou ont été touchés par un conflit et sont en transition vers la prochaine étape de développement.

Hub mondial pour la gouvernance des ODD

Une plaque tournante offrant aux pays un soutien pratique pour renforcer les pratiques de gouvernance publique qui sont des conditions préalables à la mise en œuvre efficace des objectifs de développement durable.

ID4Africa

Un mouvement réunissant les gouvernements, les agences de développement et l'industrie pour développer des écosystèmes d'identité robustes et responsables au service du développement, de l'action humanitaire, de la sécurité et de la facilitation.

Initiative de partenariat contre la corruption

Cette initiative rassemble des directeurs généraux, des organisations internationales, des gouvernements et d'autres partenaires afin de rétablir et de renforcer la confiance dans les entreprises et les institutions.

Initiative fiscale d'Addis

Un partenariat multipartite visant à renforcer la mobilisation des recettes nationales dans les pays partenaires, en les aidant à financer leur programme de développement et à mettre en œuvre les ODD.

Initiative ID4D

Vise à combler les lacunes des systèmes d'identification mondiaux en réunissant la Banque mondiale, les agences des Nations Unies et d'autres partenaires. Un fonds fiduciaire multidonateurs associé a également été créé.

Initiative mondiale sur la sécurité des villes et des espaces publics

Avec le soutien d'ONU Femmes, d'organisations de femmes et de partenaires mondiaux et locaux, des villes du monde entier transforment leurs espaces publics pour prévenir et combattre les violences sexuelles à l'égard des femmes et des filles.

Initiative pour la restitution des avoirs volés (StAR)

Partenariat entre le Groupe de la Banque mondiale et l'ONUDC qui soutient les efforts déployés au plan international pour éliminer les refuges dont bénéficient les fonds provenant de la corruption.

Initiative Spotlight pour éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles

Une initiative mondiale pluriannuelle axée sur l'élimination de toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles, fondée par l'Union européenne et les Nations Unies.

INSPIRE - Sept stratégies pour mettre fin à la violence à l'encontre des enfants

Mise en œuvre et application des lois, normes et valeurs, environnements sûrs, soutien aux parents et aux fournisseurs de soins, renforcement du revenu et de l'économie, services d'intervention et de soutien, éducation et compétences nécessaires à la vie courante.

Partenariat mondial pour la prévention des conflits armés

Un réseau mondial dirigé par des organisations de la société civile œuvrant activement à la prévention des conflits violents et à la construction de sociétés plus pacifiques fondées sur la justice, l'équité entre les sexes, le développement durable et la sécurité humaine pour tous.

Partenariat mondial pour mettre fin à la violence envers les enfants

Un partenariat mondial regroupant des organisations de tous les secteurs et des enfants eux-mêmes réunissant voix, actions et ressources dans une collaboration unique centrée uniquement sur l'élimination de la violence à l'égard de tous les enfants.

Partenariat mondial sur les armes légères

Rassemble des partenaires possédant des connaissances en matière de programmation de la maîtrise des armements, offrant ainsi un espace dans lequel ils peuvent diffuser des ressources et des outils.

Partenariat pour un gouvernement ouvert

Plateforme par laquelle 79 pays et 20 gouvernements infranationaux ont pris plus de 2 500 engagements visant à rendre leurs gouvernements plus ouverts et plus responsables.

Plateforme de connaissances Sécurité et État de droit

Un réseau d'experts travaillant à générer, partager, interroger et appliquer des preuves dans le domaine de la sécurité et de l'état de droit.

Plateforme de consolidation de la paix à Genève

Plus de 4 000 professionnels de la consolidation de la paix œuvrant pour la paix, directement ou indirectement. C'est également un pôle de connaissances qui relie les acteurs, les ressources et les compétences en matière de consolidation de la paix à Genève et dans le monde.

Plateforme des institutions efficaces

Une alliance de plus de 60 pays et organisations qui soutiennent le dialogue sur les politiques mené par les pays et fondé sur des preuves, le partage des connaissances et l'apprentissage entre pairs de la gestion du secteur public et la réforme institutionnelle.

Point focal mondial pour la police, la justice et les services correctionnels

Unifie le travail de l'ONU pour renforcer l'état de droit dans les domaines de la police, de la justice et des services correctionnels dans certains des endroits les plus instables du monde.

Réseau de justice fiscale

Un réseau international indépendant réclamant des changements systémiques afin de s'attaquer aux conséquences néfastes de l'évasion fiscale, de la concurrence fiscale et des paradis fiscaux.

Réseau de transparence, de responsabilité et de participation

Un réseau mondial de plus de 400 organisations de la société civile travaillant à la réalisation de l'ODD16+ et promouvant la société civile en tant que partenaire indispensable dans la mise en œuvre du Programme 2030.

Réseau des femmes africaines

Une plate-forme pour renforcer le leadership des femmes dans la transformation de l'Afrique en mettant l'accent sur la gouvernance, la paix et la stabilité.

Réseau mondial d'habilitation juridique

Convoqué par Namati, le réseau regroupe 1 990 organisations et 7 011 personnes du monde entier, toutes dédiées à la justice de base.

+ Peace

Une coalition mondiale d'organisations de consolidation de la paix mobilisant les citoyens, les gouvernements et le secteur privé pour s'unir afin de lutter contre les niveaux mondiaux de violence et de division et de construire la paix à grande échelle.



La Voie à Suivre

Les Pionniers pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives servent de **plateforme d'action** pour faire avancer la feuille de route.

Nous utilisons la feuille de route pour soutenir sur le plan **national** l'ambition, la cohérence, l'innovation, les résultats et la communication d'informations.

Aux niveaux **internationaux** et **régionaux**, nous nous appuyons sur la feuille de route pour renforcer les stratégies, l'élan et la volonté politique.

Nous informons et façonnons également un débat **mondial** en utilisant les grands défis en matière de justice, les inégalités et l'exclusion, et en réduisant de moitié la violence mondiale qui sont présentés à la page 43.

Les Pionniers continueront de grandir, à mesure que les gouvernements et les autres partenaires **prendront l'initiative** de la mise en œuvre des ODD16+. Le groupe travaillera avec, et soutiendra, des partenaires de tous les secteurs, conformément à son rôle de **station d'accueil**.

Pour le premier Sommet sur les objectifs de développement durable en 2019, nous travaillons à augmenter le nombre **d'actions d'accélération** ODD qui visent à accélérer la mise en œuvre des ODD16+. Nous continuerons d'œuvrer pour accroître les engagements avant le sommet qui marquera le 75e anniversaire des Nations Unies en 2020.

Cela permettra **d'apporter des changements mesurables** avant le deuxième Sommet sur les objectifs de développement durable qui se tiendra en 2023.



Les Pionniers pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives se sont réunis pour aider à faire des Objectifs de développement durable une réalité.

Après notre lancement en 2016, nous avons répertorié des tendances, des données et des partenariats pour la paix, la justice et l'inclusion, et avons construit un consensus autour des politiques, des stratégies et des outils qui contribueront à soutenir la mise en œuvre par le biais de cette feuille de route.

La feuille de route a été lancée lors de l'Assemblée générale des Nations Unies en 2017 et a été mise à jour pour le Forum politique de haut niveau et le Sommet des objectifs de développement durable en 2019.

Les Pionniers maintenant forment un groupe d'action pour faire avancer la feuille de route.

La feuille de route aidera les partenaires à collaborer, et chaque partenaire pourra contribuer à la vision et aux objectifs partagés en fonction de ses domaines d'avantage comparatif (voir page 67).

Les Pionniers continuant de rester un groupe ouvert et inclusif, qui communiquera largement ses objectifs et travaillera avec tous les partenaires qui s'engagent à mettre en œuvre les cibles ODD16+.

Après le premier sommet sur les objectifs de développement durable, nous continuerons à faire avancer trois priorités.

Premièrement, nous appuyons la mise en œuvre nationale en utilisant la feuille de route pour encourager l'ambition, la cohérence, l'innovation et la communication des informations.

En conséquence, plus de pays s'engagent à mettre en œuvre les objectifs ODD16+ dans le cadre de leurs stratégies et plans de développement durable.

Un objectif important est de faire en sorte que les pays les moins développés et les plus vulnérables puissent participer pleinement au groupe des Pionniers et puissent mettre en œuvre l'ODD16+ efficacement.

La feuille de route contribue à rendre la mise en œuvre nationale plus cohérente, avec des liens renforcés entre la paix, la justice et l'inclusion, une orientation transversale sur l'égalité des sexes et les droits, et de liens plus forts entre l'ODD16+ et le reste de l'Agenda 2030.

Les Pionniers appuient également l'apprentissage et la coopération entre les agents de recherche, la

documentation sur les méthodes et les bonnes pratiques nationales, ainsi que les relations avec les organisations internationales compétentes, les partenariats internationaux et les plateformes de connaissances.

La deuxième priorité sera de s'appuyer sur la feuille de route pour renforcer les stratégies et l'élan aux niveaux international et régional.

Les Pionniers collaborent activement avec les organisations internationales et régionales, la société civile, le secteur privé, les partenariats internationaux, les réseaux de recherche, les fondations et les autres partenaires.

Nous nous mettons en lien avec ceux qui travaillent sur l'ODD16+ mais aussi avec tous ceux qui travaillent sur les autres parties de l'Agenda 2030.

Lorsque nécessaire, nous appuyons les partenaires internationaux et régionaux dans leur mise en œuvre des points de la feuille de route, en augmentant ainsi la proportion des cibles SDG16+ couvertes par les stratégies de mise en œuvre et de financement internationales et régionales.

Nous essayons d'augmenter le nombre de secteurs qui luttent contre les obstacles à leurs cibles ODD posés par la violence, l'insécurité, l'injustice, l'exclusion et la faiblesse de la gouvernance.

La priorité finale est de faire avancer les trois « grands défis » identifiés à la page 43.

Après la publication du rapport *Justice pour tous*, nous nous appuyerons sur l'appel lancé par le Groupe de travail sur la justice pour un effort soutenu en vue d'assurer l'accès à la justice à des milliards de personnes, en résolvant leurs problèmes de justice, en prévenant les injustices et en créant des possibilités pour les gens de participer pleinement à leurs sociétés et économies.

Dans le cadre du grand défi de l'inégalité et de l'exclusion, nous avons lancé un programme de recherche sur les politiques avec des partenaires et nous formons un groupe de champions politiques pour appuyer la mise en œuvre.

Nous continuerons à travailler à la conception du grand défi consistant à réduire de moitié la violence dans le monde, qui doit être lancé en 2020.

Réunis, les trois défis encourageront la volonté des pays de développer et de financer des approches novatrices pour transformer l'ambition d'ODD16+ en réalité.

Pionniers nationaux et régionaux (gouvernements et partenaires aux niveaux infranationaux)

- Fixer des objectifs nationaux pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives
- Mise en œuvre par des politiques et des stratégies de planification et des processus nationaux
- Partager avec les autres pays les meilleures pratiques et les leçons apprises
- Coopérer sur les dimensions internationales / régionales de ODD16+
- Revendications et leadership international sur un ou plusieurs défis prioritaires
- Coopération au développement pour les sociétés pacifiques, justes et inclusives
- Rapport sur les progrès réalisés lors des FPHN annuels et démontrer des changements mesurables pour le Sommet des ODD en 2023

Société civile

- Promouvoir activement l'inclusion et la participation
- Promouvoir et faire campagne, et abattre les obstacles à la paix, à la justice et à l'inclusion
- Renforcer les données, les preuves et l'apprentissage
- Transparence et contribution aux rapports
- Mise en œuvre, en incluant les plus vulnérables et les plus défavorisés

Secteur privé

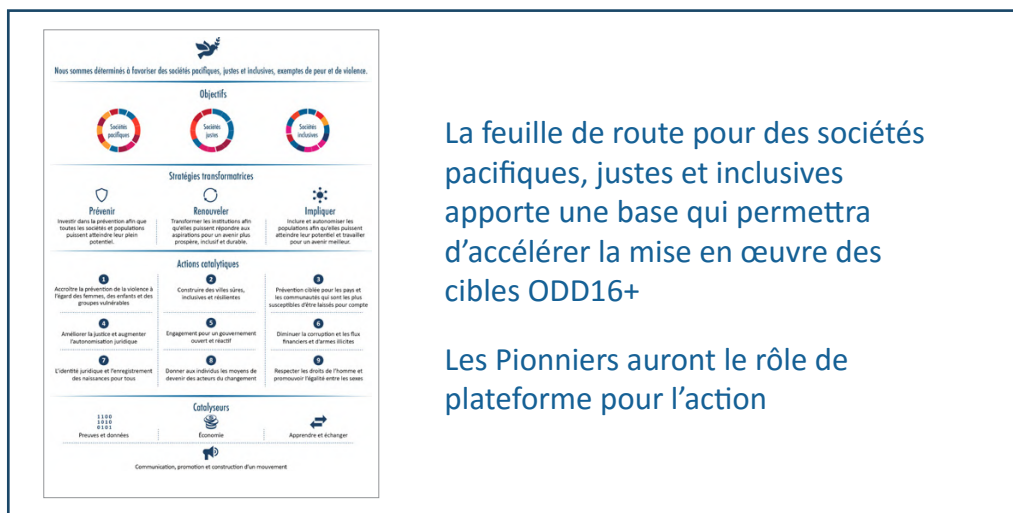
- Politiques, normes et pratiques qui favorisent les droits de l'homme et donnent la priorité à l'égalité entre les sexes
- Promouvoir l'inclusion économique, en particulier pour les jeunes, et soutenir la mise en œuvre, notamment par le biais de programmes qui ciblent les employeurs et les clients
- Combattre la corruption et les pratiques abusives, y compris au sein des chaînes d'approvisionnement
- Travailler avec les gouvernements pour améliorer l'environnement des entreprises (en particulier, lorsque les niveaux de violence sont élevés)

Partenaires internationaux et régionaux

- Renforcer les approches universelles pour l'implémentation ODD16+
- Répondre aux besoins des pays et des communautés les plus susceptibles d'être laissés pour compte
- Soutien intégré pour la planification et la mise en œuvre nationales
- Leadership stratégique et technique dans les domaines couverts par la feuille de route ODD16+
- Arguments en faveur de l'investissement et stratégies de financement
- Plateformes pour l'apprentissage
- Le leadership politique, promotion et construction de mouvement

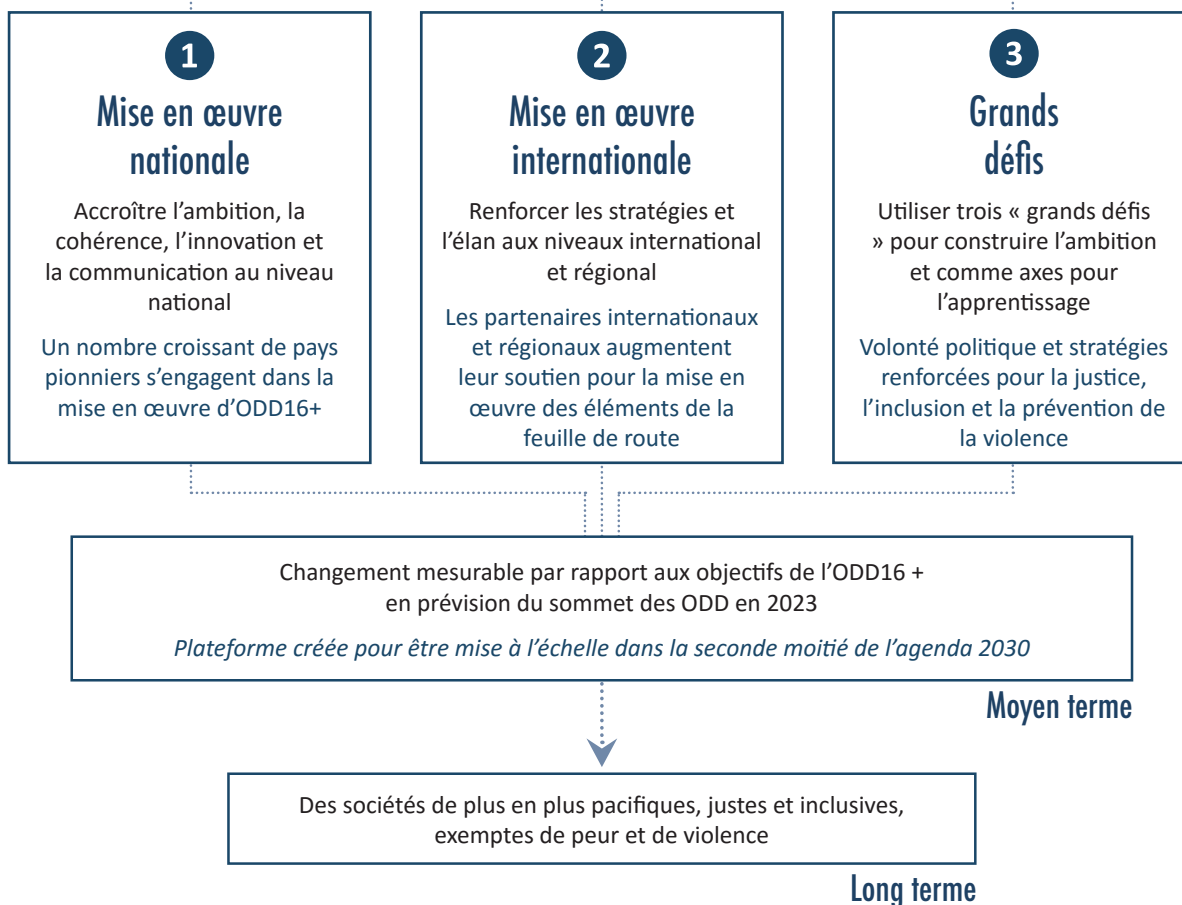
Partenariats multipartites

- Plateformes pour la mise en œuvre
- Plateformes pour l'apprentissage, et le partage des connaissances et de l'expertise
- Plateformes pour suivre les progrès et pour les rapports



La feuille de route pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives apporte une base qui permettra d'accélérer la mise en œuvre des cibles ODD16+

Les Pionniers auront le rôle de plateforme pour l'action





Références

Promouvoir des sociétés pacifiques, justes et inclusives

Déclaration universelle des droits de l'homme - voir <http://www.un.org/en/universal-declaration-human-rights/>

Nouvel agenda urbain - voir <http://habitat3.org/the-new-urban-agenda/>

Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe - voir <http://www.unisdr.org/we/coordinate/sendai-framework>

Programme d'action d'Addis Abeba : Nations Unies, *Addis Ababa Action Agenda of the Third International Conference on Financing for Development (Addis Ababa Action Agenda)*. (New York : Nations Unies, 2015) ; disponibles sur http://www.un.org/esa/ffd/wp-content/uploads/2015/08/AAAA_Outcome.pdf

Stratégies transformatrices

Prévenir

Vies perdues : Claire Mc Evoy et Gergely Hideg, *Global Violent Deaths 2017 – Time to Decide* (Décès dus à la violence dans le monde 2017 - Temps de prendre une décision). (Geneva: Small Arms Survey, 2017), disponible sur <http://www.smallarmssurvey.org/fileadmin/docs/U-Reports/SAS-Report-GVD2017.pdf>

Pays avec la moitié de tous les décès : Enquête sur les armes légères, 'Interactive Maps and Charts of Armed Violence Indicators' (Cartes et graphiques interactifs des indicateurs de violence armée) disponible sur <http://www.smallarmssurvey.org/tools/interactive-map-charts-on-armed-violence.html>, accessed 14 July 2017

Augmentation des décès violents : Claire Mc Evoy et Gergely Hideg, *Global Violent Deaths 2017 – Time to Decide* (Décès dus à la violence dans le monde 2017 - Temps de prendre une décision). (Geneva: Small Arms Survey, 2017), disponible sur <http://www.smallarmssurvey.org/fileadmin/docs/U-Reports/SAS-Report-GVD2017.pdf>

Personnes fuyant leurs foyers : Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, *Global Trends – Forced Displacement in 2018* (Tendances mondiales - Déplacements forcés en 2018). (Genève : UNHCR, 2018) ; disponible sur <https://www.unhcr.org/en-us/statistics/unhcrstats/5d08d7ee7/unhcr-global-trends-2018.html>

Personnes actuellement confrontées à une insécurité alimentaire - People facing acute food security: Food Security Information Network, *Global Report on Food Crises 2019*. (Rome: World Food Programme, 2019); accessed July 2, 2019, http://fsinplatform.org/sites/default/files/resources/files/GRFC%202019_Full%20Report.pdf

Coût estimé du conflit : *Global Peace Index 2019 – Measuring Peace in a Complex World* (Indice mondial de la paix 2019 : Mesurer la paix dans un monde complexe). (Sydney: Institute for Economics & Peace, 2019), disponible sur <http://visionofhumanity.org/app/uploads/2019/06/GPI-2019-web003.pdf>

Renouveler

Population en 2030 : Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, Division de la population. *World Population Prospects 2019* (Perspectives démographiques

mondiales 2019), les données personnalisées acquises via le site Web, disponibles sur <https://population.un.org/wpp/>

Population dans les villes : Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, *World Urbanization Prospects – 2014* (Perspectives d'urbanisation mondiale – 2014) revision. (New York : Nations Unies, 2014) ; disponibles sur <https://esa.un.org/unpd/wup/publications/files/wup2014-highlights.Pdf>

Les chiffres de l'économie mondiale : Banque mondiale, Produit intérieur brut pour le monde [MKTGDP1WA646NWDB], extrait de FRED, Federal Reserve Bank of St. Louis ; disponible sur <https://fred.stlouisfed.org/series/MKTGDP1WA646NWDB7>

Classe moyenne : Homi Kharas, *The Unprecedented Expansion of the Global Middle Class – an update* (L'expansion sans précédent de la classe moyenne mondiale - une mise à jour). (Washington DC: Brookings Institution, 2017) ; disponible à l'adresse https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2017/02/global_20170228_global-middle-class.pdf

Impliquer

Confiance dans les institutions : Edelman, '2019 Edelman Trust Barometer - Global Report' (2019 Baromètre Edelman sur la confiance - rapport mondial), disponible sur https://www.edelman.com/sites/g/files/aatuss191/files/2019-03/2019_Edelman_Trust_Barometer_Global_Report.pdf

Actions catalytiques

1 ; Accroître la prévention de la violence à l'égard des femmes et des enfants, et des groupes vulnérables

Estimations de la prévalence de la violence à l'égard des femmes : Organisation mondiale de la santé, London School of Hygiene and Tropical Medicine et South African Medical Research Council, *Global and regional estimates of violence against women: prevalence and health effects of intimate partner violence and nonpartner sexual violence* (Estimations mondiales et régionales de la violence à l'égard des femmes : prévalence et effets sur la santé de la violence entre partenaires intimes et de la violence sexuelle non conjugale). (Genève: Organisation mondiale de la santé, 2013) ; disponible sur http://apps.who.int/iris/bitstream/10665/85239/1/9789241564625_fra.pdf?ua=1

Et contre les enfants: UNICEF, *Hidden in Plain Sight – A statistical analysis of violence against children* (Caché à la vue de tous - Une analyse statistique de la violence contre les enfants). (New York: Fonds des Nations Unies pour l'enfance, 2014) ; disponible sur: http://files.unicef.org/publications/files/Hidden_in_plain_sight_statistical_analysis_EN_3_Sept_2014.pdf

Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes - voir <http://www.ohchr.org/en/hrbodies/cedaw/pages/cedawindex.aspx>

Convention sur les droits de l'enfant - voir <http://www.ohchr.org/EN/ProfessionalInterest/Pages/CRC.aspx>

Cadre pour soutenir l'action visant à prévenir la violence à l'égard des femmes: UN Women, *A Framework to Underpin Action to Prevent Violence Against Women*. (New York: UN Women, 2015) ; disponible sur <http://www.unwomen.org/en/digital-library/>



publications/2015/11/prevention-framework#view

INSPIRE strategies for ending violence against children (Stratégies pour mettre fin à la violence contre les enfants), disponible sur http://www.who.int/violence_injury_prevention/violence/inspire/en/

Partenariat mondial pour mettre fin à la violence contre les enfants – voir <http://www.end-violence.org/>

Alliance 8.7 - voir <http://www.alliance87.org/>

Forum des Nations Unies sur les droits de l'homme et le secteur privé - voir <http://www.ohchr.org/EN/Issues/Business/Forum/Pages/2017ForumBHR.aspx>

2 | Construire des villes sûres, inclusives, et résilientes

Taux d'homicides dans les villes: voir par exemple, Igarapé Homicide Monitor, disponible sur <https://homicide.igarape.org.br/>

Sécurité urbaine : ONU Habitat, *Enhancing Urban Safety and Security, Global Report on Human Settlements* (Renforcement de la sûreté et de la sécurité urbaines, Rapport mondial sur les établissements humains.). (Nairobi: Programme des Nations Unies pour les établissements humains, 2007) ; disponible sur <https://www.un.org/ruleoflaw/files/urbansafetyandsecurity>.

Nouvel agenda urbain - voir <http://habitat3.org/the-new-urban-agenda/>

Lignes directrices de l'ONU pour des villes plus sûres - voir, par exemple, l'Assemblée générale des Nations Unies, « Résolution adoptée par l'Assemblée générale le 18 décembre 2013 - 68/188. La règle de droit, la prévention du crime et la justice pénale dans le programme de développement des Nations Unies au-delà de 2015 », UN Doc. A/RES/68/188 (11 février 2014), disponible sur https://www.unodc.org/documents/commissions/CCPCJ/Crime_Resolutions/2010-2019/2013/General_Assembly/A-RES-68-188.pdf; Et ONU Habitat (2016), « Réunion transversale du groupe mondial d'experts: Villes plus sûres et nouvel agenda urbain - Vers une approche transformatrice dans la mise en œuvre du Nouvel Agenda urbain, note d'information, disponible sur <http://gpplatform.ch/sites/default/files/Background%20note%20-%20Global%20Expert%20Meeting%20Safer%20Cities.pdf>

4 | Améliorer la justice et augmenter l'autonomisation juridique

Protection du droit : Groupe de travail sur la justice, Justice pour tous: rapport final. (New York : Center on International Cooperation, 2019), disponible au lien <https://www.justice.sdg16.plus/>.

Principes et lignes directrices de l'ONU sur l'accès à l'aide juridique : UNODC, *United Nations Principles and Guidelines on Access to Legal Aid in Criminal Justice Systems*. (Vienne: UNODC, 2013) ; disponibles sur https://www.unodc.org/documents/justice-and-prison-reform/UN_principles_and_guidelines_on_access_to_legal_aid.pdf

Étude mondiale sur l'aide juridique : UNODC / PNUD, *Global Study on Legal Aid - Global Report*. (New York / Vienne: UNDP / UNODC, 2016) ; disponible sur http://www.undp.org/content/dam/undp/library/Democratic%20Governance/Access%20to%20Justice%20and%20Rule%20of%20Law/Global-study-on-legal-aid_report.pdf?download

Partenariat pour le gouvernement ouvert – voir <https://www.opengovpartnership.org/>

5 | S'engager pour un gouvernement ouvert et réactif

Déclaration pour le gouvernement ouvert – voir <https://www.opengovpartnership.org/open-government-declaration>

Comité d'experts de l'ONU sur l'administration publique - voir <https://publicadministration.un.org/en/cepa>

Partenariat pour le gouvernement ouvert – voir <https://www.opengovpartnership.org/>

Reconstruction des principales fonctions gouvernementales: Jairo Acuña-Alfaro, 'After conflict, functioning governments are key for peaceful and inclusive societies' (Après les conflits, des gouvernements qui fonctionnent sont essentiels pour des sociétés pacifiques et inclusives), 20 janvier 2016, disponible sur <http://www.undp.org/content/undp/en/home/blog/2016/1/20/After-conflict-functioning-governments-are-key-for-peaceful-and-inclusive-societies/>; et PNUD, '(Re)Building Core Government Functions in Fragile and Conflict Affected Settings: Joint Principles for Assessing Key Issues and Priorities', 5 septembre 2017, disponible sur <http://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/democratic-governance/core-government-functions/-re-building-core-government-functions-in-fragile-and-conflict-a.html>

6 | Réduire la corruption et les flux financiers et d'armes illicites

Mécanisme d'examen de la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies contre la corruption – voir <https://www.unodc.org/unodc/en/treaties/CAC/IRG.html>

Comité d'experts sur la coopération internationale en matière fiscale – voir <https://www.un.org/esa/ffd/ffd-follow-up/tax-committee.html>

Plan d'action sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices: OCDE, *Action Plan on Base Erosion and Profit Shifting*. (Paris: UNDP / UNODC, 2013) ; disponible sur <https://www.oecd.org/ctp/BEPSActionPlan.pdf>

Stolen Asset Recovery Initiative (Initiative pour le recouvrement des avoirs volés) – voir <https://star.worldbank.org/>

Forum mondial sur le recouvrement d'avoirs: Cabinet Office, « PM announces new plan at anti-corruption summit to recover stolen assets » (Le Premier ministre annonce un nouveau plan de recouvrement des avoirs volés lors du sommet sur la lutte contre la corruption), 12 mai 2016, disponible sur <https://www.gov.uk/government/news/pm-announces-new-plan-At-anti-corruption-cumule-à-récupérer-volé-actifs>

Programme d'action des Nations Unies sur les armes légères – voir <https://www.un.org/disarmament/convarms/salw/programme-of-action/>

Protocole ONU sur les armes à feu – voir <http://www.unodc.org/unodc/fr/firearms-protocol/the-firearms-protocol.html>

Traité sur le commerce des armes – voir <https://www.un.org/disarmament/convarms/att/>

Normes internationales sur le contrôle des armes légères – voir <http://www.smallarmsstandards.org/>



7 | L'identité juridique et l'enregistrement des naissances pour tous

Enregistrements des naissances – pour des informations plus détaillées, voir, par exemple, <https://data.unicef.org/topic/child-protection/birth-registration/>

Feuille de route pour la mesure de la santé et la transparence (2015-2030): Common Road Map Steering Committee, *The Roadmap for Health Measurement and Accountability*. (Washington DC: Banque mondiale, 2015) ; disponible sur https://live.worldbank.org/sites/default/files/roadmap_6-4-15_web.pdf

Registre civil mondiale et plan d'investissement pour l'état civil (2015-2024): Groupe de la Banque mondiale et OMS, « Global Civil Registration and Vital Statistics – Scaling up Investment Plan 2015-2024 », disponible sur http://www.who.int/healthinfo/civil-registration/WB-WHO_ScalingUp_InvestmentPlan_2015_2024.pdf?ua=1

Initiative d'identification pour le développement – voir <http://id4d.worldbank.org/>

Principes sur l'identification pour le développement durable: Banque mondiale, *Principles on Identification for Sustainable Development: toward the digital age*. (Washington DC: Groupe de la Banque mondiale, 2017) ; disponible sur <http://documents.worldbank.org/curated/fr/213581486378184357/pdf/112614-REVISED-PUBLIC-web-final-ID4D-IdentificationPrinciples.pdf>

8 | Donner aux individus les moyens de devenir des acteurs du changement

Enquête MYWorld – voir <http://data.myworld2015.org/>

Plans d'action pour le gouvernement ouvert – voir <https://www.opengovpartnership.org/process/action-plan-cycle/>

9 | Respecter les droits de l'homme et promouvoir l'égalité entre les sexes

Examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme – voir <http://www.ohchr.org/EN/HRBodies/UPR/Pages/UPRMain.aspx>

Commission sur la condition de la femme – voir <http://www.unwomen.org/en/csw>

Alliance mondiale des institutions nationales des droits de l'homme – voir <http://nhri.ohchr.org/> (et <https://www.onlinevolunteering.org/en/global-alliance-national-human-rights-institutions-ganhri>)

Groupe de haut niveau sur l'autonomisation économique des femmes – voir <https://www.empowerwomen.org/fr/who-we-are/initiatives/sg-high-level-panel-on-womens-economic-empowerment>

Catalyseurs

Preuves et données

Initiative sur les données d'ODD16 – voir <http://www.sdg16.org/>

Plan d'action mondial pour le développement durable de Cape Town – voir <https://unstats.un.org/sdgs/hlg/Cape-Town-Global-Action-Plan/>

Groupe de haut niveau pour le partenariat, la coordination et le renforcement des capacités pour les statistiques de l'Agenda 2030 – voir <https://unstats.un.org/sdgs/hlg/>

Classification internationale de la criminalité à des fins statistiques – voir https://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/statistics/crime/ICCS/ICCS_English_2016_web.pdf

Classification internationale des maladies – voir <http://www.who.int/classifications/icd/en/>

Feuille de route sur les statistiques de la criminalité: Conseil économique et social des Nations Unies, « Rapport de l'Institut national des statistiques et de la géographie du Mexique et de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime sur une feuille de route visant à améliorer la qualité et la disponibilité des statistiques sur la criminalité aux niveaux national et international - Note du Secrétaire général », disponible sur <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N12/656/65/PDF/N1265665.pdf?OpenElement>

Le groupe Praia sur les statistiques de la gouvernance – voir <http://www.ine.cv/praiagroup/index.html>

Groupe de travail intersecrétariats sur les enquêtes sur les ménages: Conseil économique et social des Nations Unies, « Groupe de travail intersecrétariats sur les enquêtes auprès des ménages - Rapport du Secrétaire général », disponible sur <https://unstats.un.org/unsd/statcom/48th-session/documents/2017-20-HouseholdSurveys-E.pdf>

Global Status Report on Violence Prevention (Rapport de situation mondial sur la prévention de la violence) – pour la version 2014, voir https://www.who.int/violence_injury_prevention/violence/status_report/2014/en/

Rapport phare de la Banque mondiale sur la prévention des conflits – voir <https://www.prio.org/utility/Download.aspx?x=545>

What Works to Prevent Violence Against Women (Programme de prévention des violences contre les femmes) – voir <http://www.whatworks.co.za/>

Know Violence in Childhood – A Global Learning Initiative (Connaître la violence envers les enfants - Une initiative mondiale d'apprentissage) - voir <http://www.knowviolenceinchildhood.org/>

Understanding Children's Work (Comprendre le travail des enfants) – voir <http://www.ucw-project.org/>

Delta 8.7 – voir <https://delta87.org/>

Consortium de recherche sur l'impact du gouvernement ouvert – voir, par exemple, <http://opengovimpact.org/about.html>

Réseau de recherche de la Fondation MacArthur sur la gouvernance ouverte – voir <http://www.opening-governance.org/>

Effective Institutions Platform (Plate-forme pour des institutions efficaces) – voir <https://www.effectiveinstitutions.org/en/>

Économie

Programme d'action d'Addis-Abeba: Nations Unies, Programme d'action d'Addis-Abeba de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement (programme d'action d'Addis-Abeba). (New York: Nations Unies, 2015) ; disponible sur http://www.un.org/esa/ffd/wp-content/uploads/2015/08/AAAA_Outcome.pdf



Coût global de la violence : Institute for Economics & Peace, *Global Peace Index 2019: Measuring Peace in a Complex World* (Indice mondial de la paix 2019 : Mesurer la paix dans un monde complexe). (Sydney: Institute for Economics & Peace, 2019) ; disponible sur <http://visionofhumanity.org/app/uploads/2019/06/GPI-2019-web003.pdf>

Coût des problèmes de justice non résolus : Task Force on Justice, *Justice for All – Final Report* (Groupe de travail sur la justice, Justice pour tous - Rapport final). (New York: Center on International Cooperation, 2019) ; disponible sur <https://www.justice.sdg16.plus/>

Coût de la corruption: Équipe du personnel du Département des affaires fiscales et du Département juridique, *IMF Staff Discussion Note – Corruption: Costs and Mitigating Strategies*. (Washington DC: Fonds monétaire international, 2016) ; disponible sur <https://www.imf.org/external/pubs/ft/sdn/2016/sdn1605.pdf>

Accès à la justice : Task Force on Justice, *Justice for All – Final Report* (Groupe de travail sur la justice, Justice pour tous – Rapport final). (New York: Center on International Cooperation, 2019) ; disponible sur <https://www.justice.sdg16.plus/>

Coût de la mise à l'échelle des systèmes d'enregistrement civil: La Banque mondiale et l'OMS, *Global Civil Registration and Vital Statistics Scaling up Investment Plan 2015–2024*. (Washington DC: Groupe de la Banque mondiale, 2014) ; disponible sur <http://documents.worldbank.org/curated/en/457271468148160984/pdf/883510WP0CRVS000Box385194B00PUBLIC0.pdf>

Global Partnership to End Violence Against Children (Partenariat mondial pour mettre fin à la violence contre les enfants) – voir <http://www.end-violence.org/>

OMS sur la prévention de la violence: OMS, UNODC et PNUD, *Global Status Report on Violence Prevention* (Rapport de situation mondial sur la prévention de la violence) 2014. (Genève: Organisation mondiale de la santé, 2014) ; disponible sur http://www.who.int/violence_injury_prevention/violence/status_report/2014/en/

Dons dépensés pour mettre fin à la violence contre les enfants: ChildFund Alliance, Save the Children, SOS Children's Villages International, World Vision International, and Development Initiatives *Counting Pennies: A review of official development assistance to end violence against children* (Compter les centimes : Examen de l'aide publique au développement pour mettre fin à la violence contre les enfants). (Bristol: Initiatives de développement, 2017) disponible sur http://www.wvi.org/sites/default/files/Counting_Pennies_WEB_FINAL.pdf

OCDE et aide: OCDE, *States of Fragility 2015: Meeting Post-2015 Ambitions* (États de fragilité 2015 : Rencontre sur les ambitions post-2015). (Paris: Publication de l'OCDE, 2015) ; disponible sur <http://dx.doi.org/10.1787/9789264227699-en>

Stern Review on the Economics of Climate Change (Stern Review sur l'économie du changement climatique) – voir, par exemple, http://mudancasclimaticas.cptec.inpe.br/~rmclima/pdfs/destaques/sternreview_report_complete.pdf

INSPIRE strategies for ending violence against children (Stratégies pour mettre fin à la violence contre les enfants), disponible sur http://www.who.int/violence_injury_prevention/violence/inspire/en/

Enregistrement civil mondial et statistiques de l'état civil: Plan d'investissement à plus grande échelle: Groupe de la Banque mondiale et OMS, « Global Civil Registration and Vital Statistics – Scaling up Investment Plan 2015-2024 », disponible sur http://www.who.int/healthinfo/civil_registration/WB-WHO_ScalingUp_InvestmentPlan_2015_2024.pdf?ua=1

L'innovation financière du Pacte mondial des Nations Unies pour la plate-forme d'action ODD – voir <https://www.unglobalcompact.org/take-action/action-platforms/financial-innovation>

Apprendre et échanger

Task Force on Justice, *Justice for All – Final Report* (Groupe de travail sur la justice, Justice pour tous - Rapport final). (New York: Center on International Cooperation, 2019) ; disponible sur <https://www.justice.sdg16.plus/>

Global Alliance for Reporting Progress on Peaceful, Just and Inclusive Societies (L'Alliance mondiale pour la communication des progrès réalisés dans la promotion de sociétés pacifiques, justes et inclusives) – voir <https://www.sdg16hub.org/global-alliance>

Base de données mondiale des indicateurs ODD – voir <https://unstats.un.org/sdgs/indicators/database/>

SDG16 Data Initiative (Initiative de données ODD16) – voir <http://www.sdg16.org/>

Global Knowledge Platform to End Violence against Women (Partenariat mondial pour mettre fin à la violence contre les femmes) – voir <http://evaw.unwomen.org/en>

Delta 8.7 – voir <https://delta87.org/>

16+ Forum – voir <https://wfuna.org/sixteenplusforum>

Rapport mondial sur le développement durable – pour les versions précédentes, voir <https://sustainabledevelopment.un.org/globalsreport>

Communication, plaidoyer et construction de mouvements

Campagne Justice for All (Justice pour tous) – voir <https://www.justiceforall2030.org/>

The Elders (les Anciens) – voir <https://www.theelders.org/>

The Fight Inequality Alliance (l'Alliance de lutte contre les inégalités) – voir <https://www.fightinequality.org/>

Action pour les ODD16+

Partenariats et plateformes

Alliance 8.7 - voir <http://www.alliance87.org/>

Alliance mondiale pour la crise urbaine – voir <http://urbanrisecrisis.org/>

Alliance mondiale des institutions nationales des droits de l'homme – voir <https://nhri.ohchr.org/>

Alliance mondiale pour rendre compte des progrès réalisés dans les sociétés pacifiques, justes et inclusives – voir <https://www.sdg16hub.org/global-alliance>

CIVICUS – voir <https://www.civicus.org/>

Collaboratif de données sur la santé – voir <https://www.healthdatacollaborative.org/>



Communauté des démocraties – voir <https://community-democracies.org/>

Comité d'aide au développement ADB/OECD – voir <https://www.oecd.org/site/adboecdanti-corruptioninitiative/>

Consortium d'assistance juridique internationale – voir <http://www.ilacnet.org/>

Fonds d'égalité – voir <https://equalityfund.ca/>

Forum 16+ – voir <https://wfuna.org/sixteenplusforum>

g7+ - voir <http://g7plus.org/>

Hub mondial pour la gouvernance des ODD – voir, par exemple, <https://www.oecd.org/gov/session-note-high-level-roundtable-lisbon-2019.pdf>

ID4Africa – voir <http://www.id4africa.com/>

Initiative fiscale d'Addis – voir <https://www.addistaxinitiative.net/>

Initiative ID4D – voir <http://id4d.worldbank.org/>

Initiative mondiale sur la sécurité des villes et des espaces publics – voir <http://www.unwomen.org/en/what-we-do/ending-violence-against-women/creating-safe-public-spaces>

Initiative de partenariat contre la corruption – voir <https://www.weforum.org/communities/partnering-against-corruption-initiative>

Initiative pour la restitution des avoirs volés (StAR) – voir <https://star.worldbank.org/>

Initiative Spotlight pour éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles – voir <https://www.un.org/en/spotlight-initiative/>

INSPIRE - Sept stratégies pour mettre fin à la violence à l'encontre des enfants – voir https://www.who.int/violence_injury_prevention/violence/inspire/en/

Partenariat mondial sur les armes légères – voir <http://www.smallarmssurvey.org/de/salw.html>

Partenariat mondial pour mettre fin à la violence envers les enfants – voir <http://www.end-violence.org/>

Partenariat pour un gouvernement ouvert – voir <https://www.opengovpartnership.org/>

Partenariat mondial pour la prévention des conflits armés – voir <https://gppac.net/>

Plateforme de connaissances Sécurité et État de droit – voir <https://www.kpsrl.org/>

Plateforme de consolidation de la paix à Genève – voir <https://www.gplatform.ch/>

Plateforme des institutions efficaces – voir <https://www.effectiveinstitutions.org/>

Point focal mondial pour la police, la justice et les services correctionnels – voir <https://www.undp.org/content/undp/en/home/ourwork/democratic-governance-and-peacebuilding/rule-of-law--justice-and-security/global-focal-point-for-police--justice--and-corrections/>

Réseau des femmes africaines – voir, par exemple, <http://www.unwomen.org/en/news/stories/2018/4/announcement-african-women-leaders-network-second-forum>

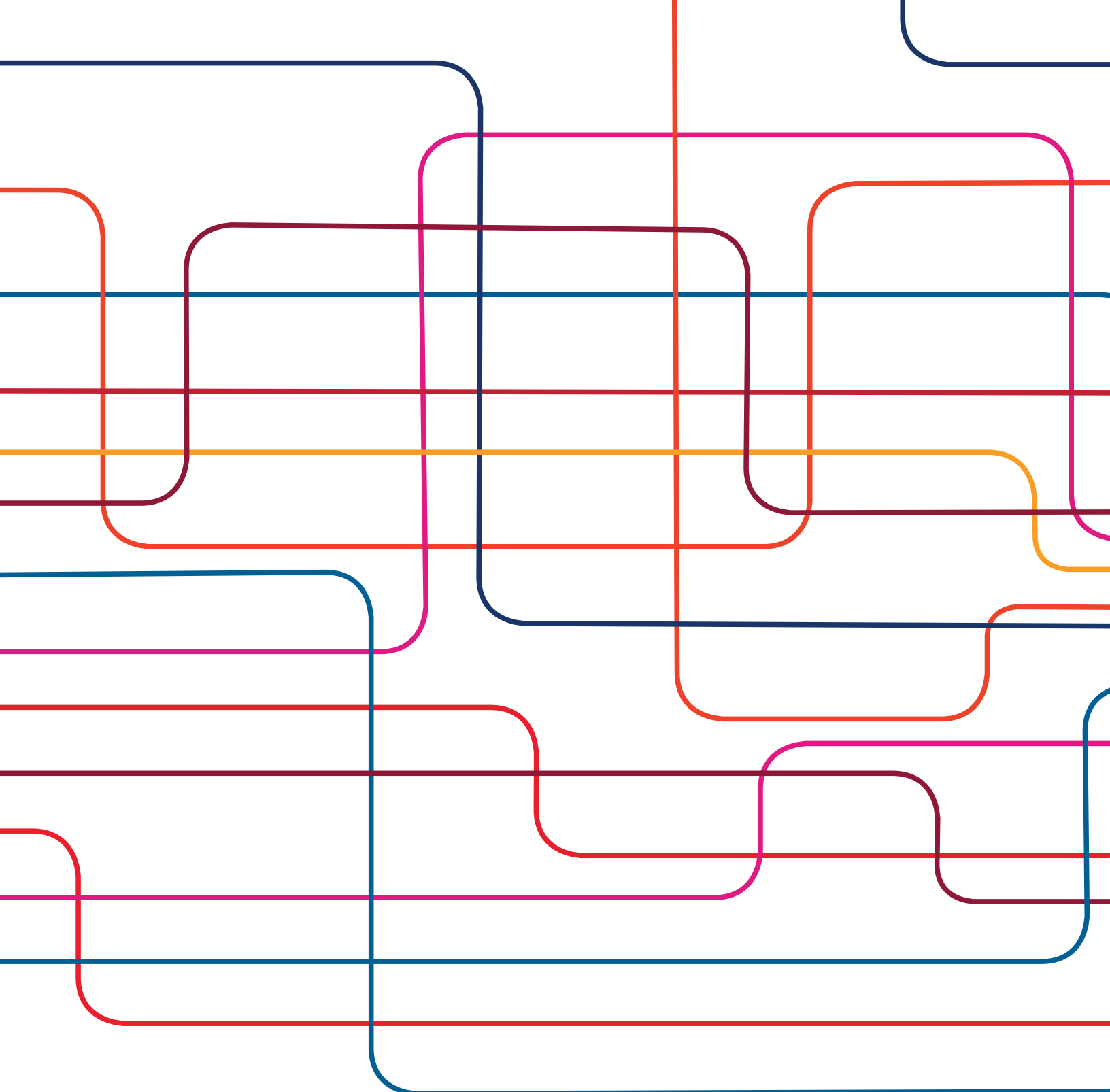
Réseau de justice fiscale – voir <https://www.taxjustice.net/>

Réseau mondial d'habilitation juridique – voir <https://namati.org/network/>

Réseau de transparence, de responsabilité et de participation – voir <https://tapnetwork2030.org/>

+ Peace – voir <https://www.peacebuilding.live/>





LES PIONNIERS

||||| POUR DES SOCIÉTÉS PACIFIQUES, JUSTES ET INCLUSIVES

Pour plus d'informations, s'il vous plaît visitez :
<http://www.sd16.plus>